

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

*Index*

EXEMPLAIRE N° 215  
COPY

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS  
13 décembre 1962

NATO SECRET  
VERBATIM RECORD  
C-VR(62)59

VERBATIM RECORD

of the

MEETING OF THE COUNCIL

held on

THURSDAY, 13th DECEMBER, 1962 at 15.15 p.m.

at

NATO HEADQUARTERS

PORTE DAUPHINE, PARIS XVIIe.

COMPTE RENDU

de la

SEANCE DU CONSEIL

tenue le

JEUDI 13 DECEMBRE 1962 à 15h15

au

SIEGE DE L'OTAN

PORTE DAUPHINE, PARIS XVIIe.

*f cou  
dated 25 Jan 63.*

OTAN/NATO  
Paris, XVIIe.

NATO SECRET

I. REVIEW OF INTERNATIONAL SITUATION (Contd)

M. COLONNA

Peut-être pourrions-nous reprendre la discussion générale. Je laisse la parole à Monsieur le Ministre Schaus.

M. SCHAUS

Monsieur le Président, je tiens à m'associer bien cordialement à l'hommage amical que le Conseil adresse à M. STIKKER et aux vœux que nous formons pour son rétablissement. Je voudrais également rendre hommage à l'œuvre accomplie par le Général Norstad et exprimer la pleine confiance de mon gouvernement à l'adresse de son éminent successeur, le Général Lemnitzer.

Monsieur le Président, depuis plusieurs semaines, la politique internationale est influencée d'une manière déterminante par les événements de Cuba, et surtout par la façon dont cette crise a été surmontée grâce à l'initiative du Président Kennedy. Du point de vue de l'Alliance, une constatation s'impose ; malgré quelques flottements dans l'opinion publique, reflétés par les premiers commentaires de presse, aucune voix discordante ne s'est manifestée parmi les quinze gouvernements. Les mesures prises dans un esprit d'énergie et de modération par le gouvernement des Etats-Unis ont été accueillies avec une compréhension remarquable, et la solidarité atlantique s'est imposée dès les premières heures. Nos alliés américains nous ont confirmé qu'à leur avis cette manifestation d'unité a contribué, de manière puissante, à produire l'effet de dissuasion qui a empêché les soviétiques de pousser jusqu'à l'extrême leurs manœuvres aussi dangereuses que déconcertantes. Les événements ont ainsi prouvé que dans une situation urgente, et même en dehors d'une véritable consultation, le réflexe atlantique peut se produire d'une manière très satisfaisante. Je ne veux pas dire cependant qu'il soit inutile d'informer immédiatement tous les gouvernements membres de l'Alliance des événements politiques importants qui se passent et qui se préparent en dehors de l'aire géographique du Traité. Dans toute la mesure du possible, une véritable consultation doit pouvoir s'instituer. Je suis convaincu qu'une consultation, en cas d'extrême urgence, et une information complète, rapide et discrète, telle qu'elle peut avoir lieu au sein du Conseil Atlantique, élimineraient toute possibilité de malentendu.

A la suite de ces événements d'importance capitale, les spécialistes de politique internationale ont cherché à dégager des constatations utiles et des leçons pour l'avenir. Les voix les plus autorisées nous ont entretenus de cette question depuis ce matin, et je voudrais remercier nos collègues des explications intéressantes qu'ils veulent bien fournir à ceux qui ne sont pas mêlés d'une manière directe aux discussions et contacts qui ont eu lieu à New York et ailleurs. Je crois, pour ma part, qu'on a constaté que sur les questions essentielles des points de vues assez semblables se manifestent au sein de l'Alliance.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

M. SCHAUS (suite)

Cuba, M. le Président, nous a rappelé utilement qu'il n'est pas possible d'envisager dans nos relations avec les Soviétiques un genre de négociations fondé sur la bonne foi réciproque, suivant les règles en usage entre pays occidentaux. Les méthodes employées par les hommes politiques et les diplomates de l'URSS en vue de parvenir à l'installation des bases cubaines constituent un épisode presque incroyable de l'histoire contemporaine. Cuba nous a appris également à quel point la dissuasion atomique pouvait contraindre l'adversaire à un recul sans condition.

Je suis d'accord pour admettre que les réactions de M. Khrouchtchev n'eussent probablement pas été les mêmes s'il s'était agi d'un autre champ de bataille. Il n'en reste pas moins qu'en Europe également, la protection des armes nucléaires continue à être un élément essentiel de notre défense, à côté d'un armement classique qui garde évidemment une importance énorme, pour faire face à toutes les situations qui peuvent se produire.

L'utilité de contacts soutenus entre les deux puissances qui allaient s'affronter dans l'affaire de Cuba a été également prouvée.

Un avenir, que j'espère proche, nous apprendra à quel moment des négociations plus ou moins générales sur les problèmes mondiaux pourraient être entamées.

Entre-temps, il conviendrait sans doute de maintenir les formes occasionnelles de dialogue qui se sont développées au cours des dernières années, car il s'est avéré que dans les cas extrêmes, les répondants soviétiques étaient capables de très bien comprendre qu'il ne fallait pas insister davantage.

Enfin, le caractère indispensable de notre Alliance s'est manifesté une fois de plus. S'il s'agit d'étudier les phases ultérieures de la politique Est-Ouest, et notamment la position ferme et décidée qu'il convient de maintenir en ce qui concerne Berlin et l'Allemagne, je pense que le Conseil Atlantique doit être, plus encore que par le passé, le point de rencontre des idées en provenance de différentes capitales.

Le Conseil devrait être saisi rapidement des questions à discuter pour obtenir une consultation aussi complète que possible et à cet égard, l'initiative devrait être prise, la plupart du temps, par les puissances qui disposent des meilleurs moyens d'information et des grands experts en matière de politique internationale.

Des progrès sérieux ont été faits pour assurer l'information réciproque, mais il s'agit encore de suivre cette méthode de manière plus régulière et plus systématique. La coopération atlantique a fait suffisamment ses preuves au cours des dernières années à propos de nombreux sujets. Il me semble désormais sûr que des discussions franches et rapides constituent le meilleur moyen de préserver et de rétablir l'unité d'action en toutes circonstances.

M. SCHAUS (Suite)

Pour terminer, je voudrais, Monsieur le Président, exprimer ma conviction que des liens de coopération étroits continueront à s'établir entre les membres de cette Alliance et disant cela, je pense également et surtout à la coopération économique à laquelle Monsieur le Secrétaire d'Etat Rusk a fait allusion dans sa remarquable intervention de ce matin.

Je voudrais encore exprimer ma conviction que les difficultés et problèmes, qui ne manquent et qui ne manqueront pas de se produire, que ce soit en matière politique, militaire ou économique, n'ont essentiellement qu'un caractère temporaire ou occasionnel.

La solidarité atlantique constitue sans doute une nécessité pour nous tous, mais elle est surtout l'expression d'un attachement naturel à des valeurs et à un idéal communs.

Mr. HAEKKERUP

Mr. President, after listening to the general discussion this morning and the very important contributions which have been made to this discussion, I do not feel that I have very much to contribute to it. I shall therefore limit myself to some few observations. With regard to the political consultation within NATO, I should like to say that we feel that the present arrangements work well. In the case of the recent Cuba crisis, I think that the consultation which took place must be considered adequate if we take all existing factors into consideration. We did appreciate the accurate and speedy information which the United States provided. It is evident that when 15 nations embark upon such a new venture as that of mutual consultation, time and experience are needed until a fully developed system can be achieved and it is further clear that consultation cannot and should not, as stated by Mr. Rusk, always follow the same rigid pattern. I should like to avail myself of this opportunity to say how much we appreciated the assessment of the international situation which some of our allies have provided from time to time. Such assessments are very valuable, especially for a small country. Even if the Cuban crisis is not finally solved, I think it is fair to say that the skilful and competent way in which especially the dramatic part of it was dealt with has greatly improved the position of the West in general and the prestige of the United States in particular. Not only did the firmness displayed by the United States lead to the elimination of the existing threat but the flexibility which our American ally showed prevented the crisis from developing. I think it is only natural in this connection also to say some very few words about the Berlin situation. When you think of Denmark's geographical position, nobody can be in doubt about the importance of the Berlin problem to my country. We firmly uphold the maintenance of what is termed the three non-negotiable principles, the West must not weaken the credibility of its commitments in the event of a threat to Berlin.

Mr. HÆKKERUP (Contd)

On the other hand, we should never give up hope of a peaceful modus vivendi. The Soviets may still retain a considerable freedom of manoeuvre and consequently we should continue the probes with the Soviet Union in the endeavour to reach a negotiated settlement.

The United States has, as far as we can estimate it, the competence and flexibility to conduct their talks with the Soviet Union without in anyway compromising on the major issues.

As you will know, Mr. Chairman, Denmark's strategically important location at the approaches to the Baltic, not far from some of the member countries of the Warsaw Pact, has induced the Soviet Union since the Second World War to follow Denmark's foreign policy with special interest. The attention of the Soviet Government is focussed particularly on our military and other forms of co-operation with NATO in general and with the Federal Republic of Germany in particular. A particularly strong Soviet reaction followed the establishment of a unified Baltic Command in December 1961. As you may remember, the Danish Government received a Soviet Note on the day before the opening of last year's NATO Council Meeting in Paris. Against this background, the Danish Government has noted with satisfaction that no similar communications were received during the past year, notwithstanding the fact that in practice the unified Baltic Command came into force on the 1st July 1962. We hope that this may be taken to indicate that the Soviet Union, having apparently reconciled herself to Denmark's membership of NATO, is now also reconciling herself to the military co-operation between Denmark and Germany within NATO. This does not mean that the Soviet Union is not following attentively every Danish/German military activity within NATO. This attention is borne out from time to time by Soviet press notices about NATO exercises in the Baltic area but recent Soviet comments do not appear to go beyond what we have become accustomed to expect and they cannot be described as remarkable in any way.

The maintenance of peace in the Baltic area, as pointed out by my predecessor during the spring Ministerial Meeting, is also of great importance to our neighbour country, Finland. Happily, the past months have seen no revival of Soviet initiatives vis-à-vis Finland, as far as we know. Finland, for her part, is maintaining her traditional prudent attitude towards her neighbour to the East. Mr. Rusk mentioned the importance of economic co-operation as one of the main backgrounds of our Alliance and referred to the Trade Expansion Act. I should like in this discussion to refer to the current negotiations for an enlargement of the Common Market as well as to the question of establishing European political co-operation. It is our wish to see these questions carried to an early and successful conclusion and we attach the greatest importance to a successful conclusion of those negotiations.

Mr. HAEKKERUP (Contd.)

As far as the Danish Government is concerned, I wish to stress that we want to play our full part in any European political co-operation that may gradually be built up on this basis. The formal organisation of this co-operation is still, as we understand it, in the melting pot but I am absolutely convinced that such co-operation will supplement and reinforce the co-operation of the countries represented around this table.

Thank you, Mr. Chairman.

M. LUNS

M. le Président, en comparaison avec les années précédentes, notre Alliance est réunie dans des conditions quelque peu meilleures. Le Gouvernement néerlandais a toujours estimé qu'une politique atlantique active, soutenue par un déploiement calculé de forces, constituait le seul moyen de tenir en échec les ambitions de l'Union soviétique. Aussi est-il d'avis que si le ciel nous paraît plus dégagé que l'an dernier, c'est dû en premier lieu à l'abandon par l'Union soviétique de ses positions d'attaque à Cuba dirigées contre les Etats-Unis. L'Union soviétique a pu constater de nouveau la solidarité avec les Etats-Unis qui anime les pays de l'OTAN dans une telle situation. Je crois donc que, par rapport au passé, l'Occident se trouve dans une meilleure position dans sa recherche de solutions aux problèmes qui nous opposent à l'Est. Cette amélioration ne se borne pas d'ailleurs à nos relations directes avec le bloc soviétique, dont le caractère agressif, tel qu'il s'est manifesté tant à Cuba que dans le conflit sino-indien, n'a certainement pas échappé à l'attention des pays neutralistes et n'a pu manquer de produire un effet salutaire. Si l'on ajoute au différend idéologique qui oppose Moscou à la Chine l'indépendance d'esprit et d'action dont cette dernière a fait preuve, l'évolution à l'intérieur de certains pays satellites et les difficultés intérieures de l'Union soviétique, il est clair que les dirigeants russes ne peuvent envisager l'avenir avec la même assurance exhubérante que par le passé. Peut-être même se trouvent-ils en face d'une révision déchirante, de ce qu'on appelle en anglais je crois "an agonizing reappraisal".

La question se pose donc de savoir si l'Occident ne doit pas mettre à profit ces données favorables en étendant la politique positive de ces derniers mois à d'autres domaines, touchant nos relations avec les Soviétiques. Je me permets de répondre à cette question par un oui prudent et conditionné. Gardons-nous en effet d'un optimisme inconsidéré. Le thème de compromis et de concessions mutuelles actuellement affiché à Moscou ne fournit aucune indication définitive d'un changement radical de l'URSS envers les grands problèmes qui divisent l'Est et l'Ouest, comme celui de Berlin ou de l'Allemagne, ou d'autres questions telles que le désarmement ou l'arrêt des essais nucléaires.

M. LUNS (suite)

Cependant, on a pu noter récemment quelques symptômes qui autorisent l'espoir que l'Union soviétique est enfin disposée à considérer quelque forme de règlement pratique dans quelques-uns de ces domaines.

L'Ouest, tout en étant prêt à examiner positivement des ouvertures sérieuses de la part de nos adversaires, ne devrait prendre lui-même des initiatives prudentes que lorsqu'il y a une possibilité réelle d'accord spécifique et pratique.

Je ne crois pas, Monsieur le Président, que nous puissions viser pour l'instant au-delà d'objectifs très limités; au stade actuel, on ne peut être ambitieux en abordant les problèmes qui nous opposent au bloc soviétique.

Je crois donc devoir prononcer un avertissement contre la tendance qui consisterait à vouloir mettre en discussion le cadre général de nos relations avec l'Est; il me paraît dangereux, notamment, d'entamer une négociation où le problème de Berlin serait lié à d'autres questions. Si nous agissons de la sorte, je crains que nous ne fassions précisément le jeu de l'Union soviétique, qui cherche à introduire dans un dialogue sur Berlin d'autres problèmes, afin d'obtenir des concessions dans un domaine plus vaste.

Lors de nombreuses délibérations au sein de notre Alliance sur le principe de la négociation restreinte, nous étions toujours conscients du fait qu'en réalité Berlin ne constitue pour l'Union soviétique qu'un moyen et non pas une fin en soi.

Je ne vois pas d'élément qui nous permette de supposer que les Soviétiques aient renoncé à leur intention d'abuser de la position de cette ville, dans le but principal de perpétuer la division de l'Allemagne, ou bien de détacher notre allié allemand de l'Alliance.

D'éventuels arrangements techniques au sujet de Berlin doivent donc être traités de manière à en tenir rigoureusement écartées des questions comme la prolifération des armes nucléaires, les déclarations mutuelles de non-agression, le désarmement général, etc.. Pour autant que de telles questions puissent être abordées en liaison avec le problème allemand, il faudrait qu'elles soient liées à la réunification de l'Allemagne et non pas à la position de Berlin. C'est seulement en procédant ainsi que l'équilibre entre ces questions, tel que l'exige notre sécurité, pourrait être sauvegardé.

Parmi les possibilités d'initiative occidentales, on a parfois suggéré de porter la question de Berlin à l'ordre du jour des Nations Unies, afin de présenter dans ce forum mondial le bien-fondé de la position occidentale. Sans vouloir me prononcer sur les mérites d'une telle initiative, pour le moment, je reste personnellement extrêmement réservé à ce sujet; je suis en tout cas d'avis que l'heure d'une telle démarche n'a pas sonné.

M. LUNS (Suite)

On ne pourrait envisager une telle action que comme un dernier effort destiné à montrer que l'Occident n'a négligé aucun moyen de sauvegarder la paix. Par contre, il ne faudrait pas complètement écarter la possibilité de créer une autorité internationale sur les accès à Berlin.

Je crois qu'il serait utile qu'on examine de façon plus approfondie une telle solution, sans qu'il soit évidemment porté la moindre atteinte aux intérêts essentiels bien connus de l'Occident.

Jusqu'à présent, j'ai traité de la position qu'à mon avis l'Ouest devrait adopter dans l'éventualité de pourparlers est-ouest. En ce qui concerne la forme pratique de ces contacts, j'estime que là encore il faudra également procéder de façon prudente et réaliste. Ceci veut dire que je vois l'utilité d'une reprise ou bien d'une poursuite des sondages officieux avec les Russes. Dans ce contexte, je me rallie au point de vue exprimé par M. Rusk à savoir que, dans ces contacts bilatéraux, la priorité absolue doit être accordée à la liquidation complète de l'affaire de Cuba.

Il importe, M. le Président, qu'une consultation au sein de l'OTAN soit à la base de toute activité déployée par nos alliés américains dans leurs contacts avec les Soviétiques. Par conséquent, des consultations approfondies au sein du Conseil Permanent s'imposent afin de déterminer quelle impulsion nouvelle pourrait être donnée aux sondages.

D'autre part, il appartient également au Conseil de mettre au point des mesures politiques appropriées qui permettront à l'Alliance de contrecarrer d'éventuelles actions de la part des Russes. Bien que je reconnaisse pleinement qu'il nous faudra travailler sur des données souvent incomplètes ou incertaines, il me semble nécessaire que cette étude soit plus approfondie que le document qui a été soumis récemment au Conseil par les quatre grandes puissances.

Par exemple, les différentes possibilités d'un appel aux Nations Unies, si l'on devait avoir recours à celles-ci, mériteraient d'être mieux élaborées. Je me permets donc de suggérer que notre réunion ministérielle décide que les plans d'urgence politiques devront dorénavant être étudiés à plus longue échéance.

En effet, l'étude de plans d'urgence politiques est jusqu'ici restée sensiblement en arrière par rapport aux plans d'urgence militaires. En ce qui concerne ces derniers, il nous semble que nous n'avons pas lieu d'être mécontents. Ces résultats devraient encourager l'OTAN à mettre sur pied des plans d'urgence dans d'autres domaines où l'Union soviétique pourrait créer des situations dangereuses.



M. LUNS (suite)

Ces plans devraient déterminer notre attitude dans nombre d'éventualités d'ordre politique, militaire et économique. D'ailleurs, le Secrétaire d'Etat américain a, ce matin, souligné lui-même la nécessité d'améliorer les systèmes de communication entre les alliés.

Ceci dit, M. le Président, mon gouvernement demeure convaincu que seule la puissance militaire et le fait de montrer résolument cette puissance peuvent prémunir l'Occident contre l'agression et la fourberie de l'Union soviétique. A cet égard, nous sommes persuadés que le maintien de la stratégie avancée constitue un impératif absolu, et que le premier et le principal effort des pays de l'OTAN doit viser à l'exécution des mesures qu'exige cette stratégie.

Pour les pays européens, la priorité doit être donnée, à notre avis, au renforcement des moyens classiques et je crois que mon Gouvernement a montré, par ses actes, à quel point il en reconnaît la nécessité. Malheureusement, nous constatons déjà quelques symptômes inquiétants tendant à affaiblir le principe de la stratégie établie et les formations militaires que celle-ci implique. Les contributions nationales qui visent à la réalisation de la défense intégrée risquent de la sorte d'être considérablement compromises.

J'espère toutefois, M. le Président, que mon pays pourra conserver sa confiance dans la conception d'une défense intégrée de l'Alliance. Dans le passé, mon gouvernement a soutenu à maintes reprises qu'un effort de défense commun doit être basé sur une politique étrangère également établie d'un commun accord. Le fait que notre défense intégrée doit inévitablement avoir un caractère atlantique souligne la nécessité d'aboutir, dans le cadre atlantique, à une collaboration politique plus étroite. Il n'est pas mauvais de viser haut en fixant nos objectifs afin de stimuler notre imagination et nos activités. Merci, M. le Président.

Mr GREEN

Mr. Chairman, in opening my remarks, may I express a word of regret for the illness of the Secretary General, but in gratification that his health is improving and that he will soon be able to be back at work. At the same time, I should like to congratulate you, Sir, on the way in which you have fulfilled the duties during the illness of Mr. Stikker. I think the fact that this meeting has started in such a splendid way shows very clearly the effective work that you and your staff have been doing.

I should also like to thank the delegates for deciding that the next Ministerial Meeting should be in Canada. We will be delighted to welcome you there. I was speaking to my Prime Minister just a few minutes ago and he asked me to convey his personal thanks.

Mr. GREEN (Contd.)

We believe that this is the time when the Soviet Union is re-assessing its policies as a result of the forced withdrawal from Cuba. Then, of course, there are dissensions within the Communist bloc, highlighted by the evident disagreement over the aggression of Communist China against India. As Secretary for State Rusk said this morning, the Communist world seems to be getting a little more than its share of troubles, for the first time, and this, I think, is the reason for some satisfaction on our side.

Of course, we are also assessing what these developments may mean in relation to the position of the Western powers on issues between the East and the West such as nuclear tests, disarmament, Berlin and the whole range of European security problems. And I think it is very wise that we should re-assess our own position. As regards the handling of the Cuban crisis, itself, may I say that I think the American response to the Soviet challenge in Cuba was timely and of a decisive nature and was notable for the calculated moderation with which it was carried out. The fact that the American actions were accompanied by declared readiness to negotiate on this and on other major problems, was, in the Canadian view, an important factor in creating a favourable international reaction, which has been the result. There can be little doubt that the speed and the nature and the firmness of the American response to the discovery that offensive nuclear weapons had been introduced in the Western hemisphere came as a surprise to the Soviet leaders and also made them realise that the withdrawal of the missiles was the only alternative to a major confrontation, which they clearly did not wish to face.

Western and Latin American solidarity in the Cuban crisis, I think also played a very important part in shaping the Soviet decision to withdraw. In our opinion, it does not necessarily follow that the Soviet Union will react in the same way where their more vital interests are affected, where they are under fewer strategic disadvantages than they were in Cuba. I think particularly of Berlin and of the dangers in attempting to draw precise parallels between these two difficult problems. Nevertheless, the firm response to the threat in Cuba may make the Soviet Union hesitate to challenge vital Western interests in Berlin or elsewhere, or to resort to further threats which might be exposed as empty. Hence the absence of any new Soviet initiatives on Berlin and the caution shown over its threat to sign a separate peace treaty.

Mr. GREEN (Contd.)

One of the most significant results of the Cuban crisis was the hope it raised for a settlement of other outstanding problems. The Kennedy/Khrushchev correspondence of October 26th-28th suggested that once the Cuban problem was settled, a renewed effort should be made to reach agreement between East and West on other issues - nuclear testing, disarmament, and perhaps Berlin and Germany. The very nearness of nuclear war - and there is no doubt that we were very close to the edge - that very nearness at that moment, emphasised the need to settle issues which could lead to new confrontations.

While we should not exaggerate the significance of the Soviet setback in Cuba, in relation to other problems, neither should we lose sight of the important fact that the diplomatic position of the West has been strengthened by recent events. I think it would be well for us to consider how best to use this increased confidence and solidarity, to take advantage of any opportunities there are to reduce tension, to prepare ourselves for negotiations and, wherever possible, to take the initiative.

In the past, on so many occasions, we have allowed the Communists to take the initiative. Now I think we are in a good position to take the initiative ourselves. For NATO, the important thing in the aftermath of the Cuban crisis is to review, as a matter of urgency, where the West stands on a negotiated settlement in Berlin. We must be prepared for a settlement of this problem, should an opportunity arise. Of course, it goes without saying that such a settlement would have to protect fully all vital Western interests.

During the past year, exploratory talks have taken place with the Soviet Union, with a view to determining whether a satisfactory basis exists for more formal negotiations on Berlin and related problems. We warmly support the efforts of the United States which have been undertaken to this end in Washington, in Moscow and in Geneva. In fact, I suppose there has never been so much talk between Americans and Russians, as has taken place in the last year. Even if this Soviet-American dialogue has not yet produced a basis for agreement, it has at least clarified the areas which are not negotiable.

As a result of the Cuban crisis the talks on Berlin were suspended. With due regard to the primary need to reach a final settlement in Cuba, I hope the Berlin talks will be resumed as soon as circumstances permit. The Canadian Ambassador in Moscow had a long and very interesting talk with Premier Khrushchev on November 28th, reports of which have already been given to the Permanent Council.

Mr. GREEN (Contd.)

Mr. Khrushchev's comments to the Ambassador were not particularly encouraging. In fact, they were on the tough side, but they need not be taken too tragically. I doubt whether they imply early Soviet action. Berlin clearly remains an important and difficult problem for the Soviet leaders and Khrushchev will be reluctant to modify his goals. His remarks may have been an attempt to re-establish Soviet bargaining power on Berlin on top terms, but he may come to realise that he has to modify his terms in order to reach agreement with the West. While exploratory talks, contacts rather, are maintained with a view to continuing the talk, there is some essential preparatory work which the Council could be doing, to make ready to meet unilateral Soviet action relating to Berlin. The Permanent Council has, in recent months, already explored a variety of military and economic counter-measures to enable the Alliance to be ready to meet contingencies which might arise from denial of access to Berlin. To my view, however, this is not enough. The Permanent Council should be considering parallel actions of a political or diplomatic nature, which would enable governments of the Alliance to be ready to answer such practical questions as, for example, what should be the nature of their relations with the East German régime, in the event that a separate peace treaty is signed with the Soviet Union, or if a Peace Conference is suddenly called. I am afraid that if either of these steps should be taken by the Russians now, NATO would begin to wonder what to do next, and we do suggest that there should be plenary talks on these particular points. It is not enough to wait until after the event to prepare to react to Soviet initiatives. To maintain allied solidarity, we must know in advance what courses are open to us, because we cannot be certain precisely what circumstances will have to be faced, we need a catalogue of political plans on which we can draw as circumstances dictate, just as we have developed such plans in the military and economic spheres.

As to the broader problem of European security, I suggest that the Council direct Permanent Representatives to review all the proposals which the Council in permanent session had before it a year ago. These would include the revised Western peace plan, as well as Mr. Spaak's proposals of last September. The review could be carried out initially by the Political Advisers Committee or by some other working group of the Permanent Council.

Then, to go on to another subject, that of disarmament. The Geneva disarmament conference remains one of the most important points of contact with the Soviet Union. Although the Russians have made no adequate move in negotiating the cessation of nuclear tests, or in the disarmament discussions generally, it is essential to explore all possibilities for agreements in this field. The need for a treaty to end nuclear testing is urgent, and is crucial to future progress on disarmament.

Mr. GREEN (Contd.)

I think this was recognised by everyone of the member nations during the discussions on disarmament at the General Assembly, within the last few weeks. For the time being it may not be possible to realise a comprehensive test ban agreement, but there are intermediate steps which could lay the groundwork for it. One of the resolutions on this subject passed at the United Nations suggested an interim arrangement to be worked out to provide adequate safeguards that no underground tests were being conducted. These would be in force until final agreement could be reached. This idea has been examined carefully at Geneva during the past two weeks. Progress has been blocked by the Russians' refusal to accept reasonable conditions for verification. Nevertheless, we should support efforts to establish some form of international scientific commission which could begin functioning and could help to reach full agreement eventually, on the central problem of inspection. The Western Allies can't afford simply to entrench themselves in the positions of last summer. World wide concern over the dangers of radioactive contamination and the continuing arms race can't be removed by anything short of an international agreement which will ensure a permanent end to testing.

We must also persist in a patient attempt to persuade the Soviet Union to accept realistic proposals in the field of general disarmament. To my mind the practical way to get progress is through an increasing emphasis on what have been called collateral measures, that is measures which would not be directly involved in a disarmament agreement - and to reduce international tension and facilitate disarmament. Many proposals have been put forward in this field. I mention only a few, for one or two of them were mentioned by Mr. Rusk this morning. For example, measures to reduce the danger of war by accident or miscalculation, non-dissemination of nuclear weapons and measures to prohibit the stationing or orbiting in space of weapons of mass destruction. If such arrangements were agreed, they would result in removing the uncertainties which can cause dangerous tensions. These measures, I suggest Mr. Chairman, merit further and more detailed examination in the North Atlantic Council.

Continued patient exploration of all avenues for negotiation can, I believe, result in successes, which in time can be developed into lasting agreements of real consequence. I emphasise that we shouldn't look upon the Geneva discussions as somehow incompatible with the efforts we make here to maintain a high level of defence preparedness. Provided that the basic principle of balance is strictly observed, any success in Geneva can contribute substantially to the security of the North Atlantic area and I was intrigued last week in a conversation with the Vice Foreign Minister of Poland to hear him entreating for patience. He said: "Don't, don't be in too big a hurry to expect the Russians to reach agreement on a test ban agreement". He said: "They are

Mr. GREEN (Contd.)

looking at their whole position and I think after the New Year they'll make a move, so you'll notice they have got Mr. Tsarapkin, conducting their negotiations at Geneva in the meantime and when they want to do anything serious they'll put someone else there; they'll call in Mr. Zorin and Mr. Kuznetzov and then you'll probably see an agreement reached". The essence of his appeal was that we should be patient and not expect too much in too short a time. Now, that may or may not be of any value but I give it to fellow delegates as the view of this quite senior power.

And now a few words about the United Nations. Another major point of contact with the Soviet bloc is at the United Nations in New York. The General Assembly reflects the political situation in which the world finds itself today; the cold war, the rapid emergence of new states, the swift strides in science and technology and the glare of publicity. The attitudes of the non-aligned African-Asian members have proved not to be inflexible, not to be incapable of being influenced and not necessarily inimical to NATO interests.

I think the new African-Asian nations have moved a long way; they are learning rapidly and being increasingly sensible. Moreover, it has already been demonstrated that African-Asian solidarity in the United Nations is largely superficial except on colonial issues.

In earlier meetings sometimes we have heard complaints about a lack of NATO solidarity in the United Nations and it has been pointed out how solid the Africans and Asians were but that day, Mr. Chairman, I think has passed. There is no longer the solidarity among them as there was before. On these colonial issues the Soviet Union can use the United Nations to its own advantage and it has not hesitated to do so. However, the Soviet Union itself has suffered setbacks in the course of the present United Nations session for, after all, it is guilty of a particularly odious form of modern colonialism. Canada has been at some pains to expose this fact at the 17th session.

I know that some of our Allies were very dubious about attacks we made on the Soviet Union on the issue of colonialism but so far this offensive has paid fairly good dividends. We have seized every opportunity to contrast the magnificent record of the United Kingdom and of France and our other Allies in liberating some 600 million people in dependent territories since World War II, comparing that with the systematic extinction of liberties within the Soviet Bloc and I would urge the other members of the Alliance to join any effort to bring out the whole story on colonialism, and incidentally, to cease being defensive about the Western record; and by the way, Mr. Chairman, we had some very useful major meetings in New York during this past session. They have helped us over three or four rather high hurdles and I hope that this practice will be continued.

Mr. GREEN (Contd.)

Other recent developments which, in my judgment, have served to improve the position of the NATO powers in the United Nations have been, first, the increasing support that U Thant is receiving and which indirectly undermines the prospects for the troika approach; second, the determined quiet effort to find a solution in the Congo and reduce the United Nations operations and costs; third, the highly satisfactory outcome of Belgium's transfer of power in Ruanda and Burundi; fourth, France's brilliant achievement in bringing independence to Algeria; fifth, the decision of the International Court on the sharing of the peacekeeping expenditures of the United Nations; and sixth, the gain in prestige for the United Nations, as well as for the West, which has taken place as a result of the outcome of the Cuban crisis.

U Thant has played a significant rôle in these negotiations and there can be little doubt that Soviet prestige has fallen in the eyes of all of the uncommitted nations.

Finally, a few words about the Sino-Indian dispute. The Chinese attack on India has presented us with a situation of great gravity, but I think it may be of great help to NATO. Although the Chinese don't appear at present to have more than limited territorial objectives, the threat to India from China has been made dramatically clear to the world and more particularly to India itself. The boundary dispute between India and China has now, we think, become secondary to the issue of Asian leadership, that is, as between India and China. The prestige and the national pride of India have been committed. Popular emotions are running high and it is very difficult for the Indian Government now to agree to any border settlement which would seem to accept Chinese demands. However, I think we must all hope that the situation will develop in such a way that a modus vivendi can be achieved which will not bear too heavily on India's self-respect, will not augment China's political stock in Asia and will not impair India's long-term economic development or her security. At the time when Western countries have invested heavily in assistance programmes which are offering real hope for India's economic development, it is unfortunate that outside help and Indian energy and resources must now be devoted to military purposes. In this connection, Canada feels, and I am sure everyone else here does too, that one major goal in present circumstances should be to release India and Pakistan from the tension and the distrust which have marked their relations in the past 15 years. These two great countries, both partners in the Commonwealth, are equally menaced by an expansionist China. It would be the path of wisdom for them to recognise this fact and compose their differences and the British Government and the United States Government are to be congratulated on the very helpful initiatives they have recently undertaken in New Delhi and in the Rawalpindi to bring the Indians and the Pakistanis together. Possibly some of the other member nations of

Mr. GREEN (Contd.)

NATO could give help of the same kind. There has been a great deal of conjecture since the Chinese attack about the possibility that India may radically alter its foreign policy. Certainly there will have to be important re-adjustments of attitude, both popular and governmental. However, despite Indian recognition of China's aggressiveness and a genuine appreciation of the help and sympathy spontaneously provided by the West, it would be very difficult, Mr. Chairman, for the Indian Government to jettison non-alignment; certainly it would be very difficult for them to apply to join NATO. I suggest there are advantages, particularly with regard to India's influence in Africa and Asia, in maintaining her traditional position. From our common service with India and various useful international enterprises (and we do come in contact with them pretty well all over the world, for example, in the United Nations Emergency Force in the Middle East, in the United Nations Force in the Congo and in the International Supervisory Commissions in Indo-China) we know the great value of a broadly acceptable Asian nation with considerable resources and with experience. Whatever India's decision on foreign and defence policies, I believe we can all welcome the growth of better Indian relations with the West. In my view, rapid survey of the international scene gives some grounds for cautious optimism. Provided the Alliance remains strong and preserves the ability to apply a variety of responses, both political and military, to the Soviet pressures or to overtures as they arise, we should be able to look ahead with increased confidence.

Mr. Chairman, I think that the Cuban crisis is of very distinct importance to NATO in that it has made each and every one of us place a rather higher value on this Alliance than we placed before and in bringing about cohesion among the Allies. We already have a mighty fine Alliance but I think that this Cuban crisis has had that very beneficial result and I believe that NATO can look forward to even greater accomplishments in the future than it has achieved in the past. Thank you very much.

M. SPAAK

Monsieur le Président, Messieurs,

Ce matin, dans son discours de bienvenue, Lord Home disait que la météorologie prévoyait le beau temps, pas de tempête, et le calme. Il me semble que pour une fois, la météorologie avait raison, et il n'entre certainement pas dans mes intentions d'essayer le moins du monde de troubler l'atmosphère pacifique, et un peu euphorique, qui règne autour de cette table.



M. SPAAK (Suite)

On peut se demander pourquoi nous sommes si tranquilles et pourquoi nous sommes si confiants. Je crois que la réponse est simple: l'un de nos partenaires, et le plus puissant, vient de remporter incontestablement un succès important, un succès diplomatique important. Il a traité une question qui paraissait particulièrement difficile avec habileté, avec fermeté, comme un pays sûr de sa force - je ne suis pas certain que ce dernier argument n'ait pas été le plus important. Et c'est sous le signe de cette victoire du plus important membre de l'OTAN que nous tenons aujourd'hui notre réunion - cela nous donne confiance.

Le problème qui se pose à nous, c'est d'examiner - on l'a dit bien des fois autour de cette table, et fort bien - comment il faut envisager maintenant les relations est-ouest en fonction des événements de Cuba.

Sur l'analyse des choses, il ne me semble pas qu'il y ait entre nous de différences sérieuses, ni même de nuances, dans l'appréciation des événements. C'est quand nous parlons de l'avenir que l'on peut discerner deux tendances qui sont un peu différentes l'une de l'autre: d'un côté, se trouvent les gouvernements qui aimeraient voir l'Occident, et spécialement l'OTAN, suivre une politique active; de l'autre, ceux qui croient que la sagesse est plutôt d'attendre les initiatives venant du côté soviétique.

Messieurs, moi, je suis pour la politique active.

Ma charte, pour le moment, c'est la lettre de M. Kennedy, du 27 octobre, que M. Green a rappelée il y a un instant. D'après les rapports qui m'ont été faits, cette lettre, au moment où elle a été connue par les Représentants Permanents de l'OTAN, a semblé faire une unanimité quasi absolue. Cette lettre disait: il y a maintenant un préalable, c'est le préalable cubain. Ce préalable doit être réglé d'une manière satisfaisante et complète, mais lorsqu'il aura ainsi été réglé suivant notre désir et nos volontés, nous ne verrions que des avantages à ce que la discussion s'élargisse, et que l'on aborde l'examen d'autres problèmes qui sont en suspens.

Je me permets de croire, Messieurs, que le Président Kennedy avait raison et que, quand on a remporté un succès, comme il est incontestable que les Etats-Unis l'ont fait, il faut essayer de profiter du vent favorable et de la position que l'on a prise heureusement.

Je suis pour la politique active parce qu'il me semble que d'une manière générale, notre interlocuteur ou notre adversaire se trouve aujourd'hui dans une position qui doit le rendre sensible aux arguments raisonnables. D'une manière générale, je trouve que depuis deux ans, la situation de l'Occident vis-à-vis du monde communiste s'améliore sensiblement. Et, quand on pense au résultat final de cette lutte entre deux conceptions de vie, il me semble que l'on a des raisons sérieuses de croire que si un terrible accident ne survient pas, c'est le camp de la liberté qui finira par triompher.

M. SPAAK (Suite)

Bien sûr nous avons nos petits ennuis et aussi nos grands ennuis, mais il semble bien que l'URSS ait les siens. Il est évident que non seulement l'URSS, mais le monde communiste tout entier connaît une crise agricole profonde. Nous avons nos ennuis agricoles aussi, mais après tout je préfère ceux qui sont dus à la surproduction que ceux qui sont dus à la disette.

Après les ennuis agricoles, il y a, me semble-t-il évidemment, en Union soviétique, la difficulté de supporter le poids d'une politique nucléaire et atomique, qui dans un pays d'économie pauvre doit être effrayant. Il y a le Marché commun qui cause à l'Union soviétique des problèmes théoriques extrêmement difficiles à résoudre, car on dirait qu'au fur et à mesure que le monde libre, ou appelons-le pour le moment dans la terminologie communiste, le monde capitaliste, arrive à résoudre ou à atténuer ses contradictions, les contradictions deviennent de plus en plus visibles au sein du monde communiste, ce qui n'avait jamais été prévu et ce qui pose, j'en suis sûr, pour les Russes et les communistes qui réfléchissent, un grave problème. Il y a ce Marché commun dont la puissance économique est, et va devenir, de plus en plus grande, si grande qu'elle va imposer à l'Europe des devoirs de plus en plus importants, et qui constitue, j'en suis convaincu, pour un certain nombre de pays satellites du communisme un pôle d'attraction qui doit certainement inquiéter l'URSS.

Il y a les relations entre l'URSS et la Chine - cela a toujours été, reconnaissons-le, le grand espoir du monde occidental. Au moment où il se trouvait faible il se consolait en disant "Tenons bon, dans dix ans ou dans quinze ans les Chinois causeront aux Russes des ennuis très graves". Eh bien, le fameux phénomène de la rapidité de l'histoire semble ici aussi devoir s'appliquer. Il semble bien maintenant que ce ne soit plus du "Wishful thinking" de croire que les relations entre la Chine et la Russie sont devenues plus difficiles, qu'il y a une contradiction évidente entre un pays qui a fait sa révolution il y a quarante ans, et un pays qui l'a faite il y a dix ans, et qu'entre communisme plus ou moins riche et communisme pauvre, les oppositions sont évidentes. Enfin, à tout ce que je viens de souligner, je crois que dans les ennuis de l'URSS, il faut ajouter la force des Etats-Unis qui s'est manifestée ces derniers temps et dont certainement les Soviets doivent avoir conscience. Messieurs, la question qui se pose est celle-ci: est-ce que ce n'est pas à un moment où l'adversaire présente des points de faiblesse qu'il faut essayer de négocier avec lui? Il faut négocier avec lui en choisissant son moment, et il vaut mieux, même semble-t-il, essayer d'être en rapport avec lui quand il est dans la situation où il se trouve, que d'attendre qu'il ait retrouvé tout son équilibre et éventuellement toute sa force, ou bien d'attendre que sa faiblesse, ce qui arrive quelquefois, l'ait amené à accomplir des actes qui seraient déraisonnables.

M. SPAAK (Suite)

Il me semble donc que l'ensemble général de la situation nous recommande plutôt une politique active. Je pense aussi que nous ne pouvons pas ne pas prendre en considération les renseignements, qui nous ont été aimablement fournis d'ailleurs par certains pays de l'OTAN, sur les conversations qui ont eu lieu ces temps derniers entre M. Khrouchtchev et certains diplomates, que ce soit l'Ambassadeur de Grande-Bretagne ou l'Ambassadeur du Canada, sans parler des rapports constants que les Etats-Unis ont bien voulu nous faire sur l'évolution des conversations entre M. Rusk ou le Président des Etats-Unis et M. Gromyko ou l'Ambassadeur des Soviets à Washington.

Messieurs, ces télégrammes, ces relations sont toujours extrêmement intéressants, mais ne sont pas toujours extrêmement clairs, et il y a parfois quelques contradictions entre ce que dit l'un et ce que dit l'autre, ce qui est fatal d'ailleurs. Il n'y a rien de plus difficile que de rendre compte exactement d'une conversation à laquelle on participe, et il est probable d'ailleurs que M. Khrouchtchev n'emploie pas toujours les mêmes arguments suivant les interlocuteurs qu'il a en face de lui.

Mais toutes ces remarques étant formulées et ces précautions prises, on ne peut pas ne pas constater, me semble-t-il, qu'il y a dans tout ce qui nous a été communiqué, un certain nombre d'idées que nous n'avons pas le droit de laisser tomber purement et simplement, que ce soit sur la question des voies d'accès à Berlin, sur la conception que M. Khrouchtchev se fait d'une ville libre, sur l'idée d'y transférer les Nations Unies ou une partie des activités des Nations Unies, et même sur certaines suggestions qui ont été faites quant à la présence de certaines troupes. Il me paraît que tout cela doit, ou peut, être pris en considération.

Il y a deux choses que je voudrais dire, c'est que nous ne pouvons plus, je crois, espérer grand chose de la méthode dite des sondages. Quand M. Rusk, il y a un an, nous a annoncé la volonté du gouvernement des Etats-Unis de faire procéder à des sondages, d'abord à Moscou au niveau des Ambassadeurs, et qu'il y a procédé lui-même en d'autres circonstances, mon gouvernement a toujours approuvé cette initiative et cette façon d'agir, et je trouve que contrairement à ce que l'on entend quelquefois dire, la méthode des sondages a donné certains résultats. Mais, permettez-moi d'ajouter qu'il ne me paraît pas que cette méthode soit suffisante en elle-même. Elle doit nécessairement être préparatoire à quelque chose d'autre, car on ne peut ni croire ni espérer que dans une politique - dans une diplomatie - de sondages, il soit possible d'extraire de son adversaire éventuel le dernier mot de sa position et le dernier mot de ses propositions. D'ailleurs, nous-mêmes - nous-mêmes, cela veut dire

M. SPAAK (Suite)

en l'occurrence les Etats-Unis - quand nous nous prêtons à la politique de sondage, je crois et j'espère que la diplomatie des Etats-Unis garde dans sa manche un certain nombre de cartes qu'elle n'entend abattre qu'au moment décisif. Si nous faisons cela et, je le répète, j'espère que nous le faisons, il est probable que M. Khrouchtchev fait la même chose et n'aura pas la naïveté de nous exposer, au cours d'une phase préparatoire de sondage, la dernière concession qu'il serait disposé à faire. Je pense donc que cette méthode de sondage est arrivée pratiquement à sa fin, et je crois, comme d'autres ministres qui m'ont précédé, qu'il faudrait absolument que le Conseil Permanent de l'OTAN, que nos Représentants Permanents, se livrent à une étude extrêmement sérieuse et systématique des différentes propositions qui ont été faites sur les points qui nous paraissent être essentiels, et que nous préparions notre stratégie pour le moment voulu.

Il y a dans ce qui a été dit ce matin et cet après-midi un point sur lequel je ne suis pas d'accord: je crois en effet que selon certains de nos collègues, nous ne devons pas prendre d'initiatives.

Il y a un raisonnement - à mon avis purement théorique - qui consiste à dire: "Ce sont les Soviets qui ont créé les ennuis au sujet de Berlin; s'ils n'avaient pas, il y a quatre ans, soulevé la question de Berlin, peut-être n'en aurait-on jamais parlé. Puisque ce sont eux qui ont soulevé la question, c'est à eux de prendre l'initiative, et nous, il nous faut attendre." Eh bien Messieurs, pour les raisons que j'ai déjà exposées, je crois que cette position purement passive serait une erreur. Je n'ose pas dire que le moment est venu pour nous de prendre une initiative spectaculaire, ou une initiative quelconque, mais je crois qu'il faut nous préparer, qu'il faut savoir exactement ce que nous voulons et surtout qu'il faut être prêts à agir au moment où nous pourrions penser qu'une négociation plus poussée aurait des chances de réussir.

Je dois vous dire que, malgré la conscience qui nous anime, malgré l'euphorie dans laquelle nous discutons pour le moment, je ne peux pas oublier ce qui est depuis des années, depuis que l'affaire de Berlin est posée, ma crainte essentielle, c'est qu'à un moment tout de même M. Khrouchtchev ne puisse pas résister à une pression qui doit s'exercer sur lui, et amener un certain nombre de communistes à lui dire: "Voilà maintenant quatre ans que vous avez annoncé que vous signeriez un jour un traité avec l'Allemagne de l'Est, voilà quatre ans que vous agitez cet épouvantail. Est-ce que vous n'allez pas le faire un jour?" Est-ce que vous êtes sûrs - c'est une question que je pose - que M. Khrouchtchev pourra résister éternellement?"

M. SPAAK (Suite)

Or - je vais être rapide sur ce sujet, soyez-en rassurés - j'ai toujours pensé, je redis, que la situation pour l'Occident serait mauvaise, véritablement, si un jour M. Khrouchtchev était forcé, par des pressions auxquelles il serait soumis, de céder et de signer un traité avec l'Allemagne de l'Est, sans que nous ayons un accord sur la question de Berlin. J'ai toujours pensé, et je le crois encore, que c'est une situation diplomatique qu'il nous faut essayer d'éviter, et tout ce que je demande à ceux qui ont une responsabilité plus grande que les autres, même s'ils pensent qu'on ne peut pas prendre d'initiatives aujourd'hui, c'est de ne pas dire d'une manière absolue : nous ne prendrons jamais d'initiatives.

Car, Messieurs, si un tel raisonnement était tenu, je crains que nous laissions un jour passer les occasions qui peuvent se présenter. Il faut tout de même se dire que sans renoncer à quoi que ce soit d'important et de vital, ou d'essentiel dans notre thèse, si nous pouvons nous débarrasser de cette menace que fait planer sur l'Europe et sur le monde le problème qui nous sépare des Soviets en Europe, ce serait là un fameux avantage.

Voilà donc ce que je voulais dire.

Je me résume : je dis que nous avons toutes raisons de croire que la situation s'améliore pour nous, nous avons des raisons de croire que notre adversaire a de gros ennuis, nous pouvons nous demander si ce n'est pas le moment précisément qu'il faut choisir pour parler avec lui, nous devons mettre au clair toutes les idées qui ont été émises par M. Khrouchtchev, nous ne devons pas décider de ne jamais prendre d'initiatives dans la question allemande ou dans la question de Berlin, et nous devons au contraire être prêts pour agir au moment qui nous paraîtra essentiel.

Je voudrais terminer en faisant une simple observation sur le mécanisme, l'organisation de notre association.

Après chaque crise, Messieurs, l'OTAN s'interroge et se demande : est-ce que notre mécanisme d'informations et de consultations est bon ? Et après chaque crise l'OTAN répond : non, il y a de graves lacunes. Ce n'est pas pour renouveler de pénibles souvenirs, mais c'est après la crise de Suez que nous nous sommes posé, la première fois, cette question de savoir si tout allait bien au sein de l'Alliance. Et nous avons eu une excellente idée, nous avons trouvé parmi nous trois sages, et trois sages qui étaient vraiment trois sages, et ils ont fait un excellent rapport, et pendant que M. Rusk parlait ce matin, je feuilletais ce rapport et je me rappelle ce fait que les trois sages avaient donné en 1958 toutes les réponses à toutes les questions que M. Rusk posait.

M. SPAAK (Suite)

La seule vérité c'est que nous sommes incapables, en 1962, d'appliquer intégralement les conseils qui nous ont été donnés en 1958, mais qui restent parfaitement valables. Si nous faisons ce qu'on nous a conseillé de faire, et si nous le faisons parfaitement, il est clair que notre Organisation marcherait mieux.

Nous sommes toujours placés devant ce problème que nous avons discuté tant de fois, c'est-à-dire la distinction à faire entre l'information et la consultation. Informer quelqu'un, c'est lui dire "Voici ce que j'ai décidé, mais je ne veux pas que vous l'appreniez demain dans les journaux, aussi je vous l'annonce dès ce soir". C'est quelque chose, mais enfin ce n'est tout de même pas beaucoup.

Il y a la consultation qui consiste à dire "Voilà ce que je voudrais faire, qu'est-ce que vous en pensez ? Je vous pose la question tout à fait honnêtement, de telle façon que vous ayez le temps de donner votre avis, et que je me réserve d'ailleurs - ce qui est vraiment très bien - de modifier éventuellement le mien". Ce qui est beaucoup plus important, c'est de savoir quelle est la limite géographique dans laquelle cette consultation doit être faite, et théoriquement, Messieurs, plus personne aujourd'hui n'hésite à dire que le cadre géographique de l'OTAN est brisé, et que la solidarité des pays de l'Occident est une solidarité mondiale. Je crois qu'il n'y a plus personne - oui naturellement, les sages ont déjà dit cela en 58, je ne fais que le répéter, et que répéter ce qui a été dit souvent - mais dès 58 les sages avaient constaté cela, et chacun d'entre nous d'ailleurs, au fur et à mesure que ses intérêts se plaçaient en dehors du cadre géographique de l'OTAN, affirmait que cette vue des choses était la vue raisonnable. Et c'est vrai, c'est exact. Le cadre géographique de l'OTAN ne répond plus aux complexités de la politique internationale d'aujourd'hui, et il est clair que cette consultation devrait être une consultation quasi mondiale.

Je voudrais enfin indiquer, et ce sera ma dernière observation, que la consultation implique la responsabilité. A partir du moment où on est consulté, on ne peut plus se déclarer sans responsabilité, et celui qui consulte doit consulter avec cette volonté d'accepter une responsabilité commune. En effet, c'est aussi une chose qu'il faut dire, c'est qu'on ne peut réclamer la solidarité de ses alliés que si on les a complètement consultés.

Voilà, Messieurs, ce que je voulais dire sur ce problème. Je crois que c'est un pur problème de volonté. Sur les principes, nous sommes d'accord, sur les méthodes, nous sommes d'accord. Ce qui quelquefois fait un peu défaut, c'est que dans la réalisation des choses, nous sommes moins forts que sur les principes.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Lord HOME

Mr. Chairman, since the purpose of our Alliance is that we should protect ourselves from Communism, it is obviously right that the first item on our Agenda should be East-West relations, and it is within that context that I want to focus the attention of my colleagues, on one fact of which we must take very serious notice. A number of my colleagues have mentioned it already, but still, it bears repetition, and that is, that both the great communist countries - the two greatest communist countries - have been on the move, trying to expand at the same time. Now I would acquit Russia and China of any collusion; there is no evidence whatever of co-operation in these military expeditions. On the contrary, I think it is likely that the Chinese attack upon India presents an acute embarrassment to Mr. Khrushchev, but we must take notice that both of these acts of expansion - because that is what they are - spring from the same source, and that is the doctrine which was laid down at the Conference of Communist Parties of the World in November, 1960 in Moscow, which approved wars of liberation - if they were thought to be necessary, and one must remember that that is the Communist doctrine which still, in these days, holds the field.

Now we must equally take note, and this is equally true, that the Russian interpretation of that doctrine differs specifically from the Chinese. The Russians insist that, in any enterprise of this sort, aggression must stop short of world war and indeed that is a gain, and if we look at the recent speeches of Mr. Khrushchev, the speech in particular recently of Mr. Ponomarev and other Russian leaders, we will see that this theme, that world war is no longer a legitimate instrument of policy, is being elevated to the status of a new dogma, and that is important. There are words creeping into the speeches of Russian leaders now; words like "negotiation" and "compromise" and "concession" and "détente" - round which they find it rather difficult to get their tongues because they are clearly out of practice. But it is something which we should note because these words are now becoming commonplace in the speeches of Russian leaders. It is true, as one after another speaker has said, that inside Russia changes are working and, eventually, those changes will inevitably be seen in their external policy. But, if we are to take the evidence as it stands of Russian actions over the last few years and of the latest Chinese action, we must conclude I think, as Mr. Rusk said in his opening remarks today that, if the Communists can deceive us they will do so, and if we give them the slightest opening, then they will expand into it and they will exploit it. And so I think that the point on which we must insist, although I am coming to the points made by Mr. Spaak in a moment, the point on which we must insist is that the justification for our Alliance still stands and the threat to the free world from the Communist countries is still very real.

Lord HOME (Contd.)

Now I was immensely interested in Mr. Rusk's account of the action in Cuba and his appreciation of the reasons which inspired Mr. Khrushchev both to go in and to get out so quickly, and the analysis which has been made by the Secretary of State - and by others of my colleagues - of the present Russian mood. I very largely agree with the conclusions which have so far been reached. I think it is absolutely beyond doubt that the basic reason for Mr. Khrushchev's action in going into Cuba was that he recognised that the Russians were very much inferior to the United States in nuclear capacity and he meant to redress that balance by a short-cut. Now one of the disturbing things is that he made a most serious miscalculation - and that, with Mr. Khrushchev, is rather unusual. I suppose that the reasons for his miscalculation are many, but among them, I think, was a calculation that probably the United States had a number of allies which in the circumstances of the near approaches to nuclear war might well become weak-kneed, and an assumption, too, that action would be taken by the United Nations, to which the United States would conform, and therefore that the invasion of Cuba or the taking out of the weapons was, in the event, unlikely. It is interesting that both those were errors too and I think that Mr. Rusk was right to call our attention to this because it may be of some significance for our Alliance in that we ought to know, and to let the Russians know even more clearly than we sometimes do, the points which are not negotiable with Russia.

Of course, the prizes were very great: if Mr. Khrushchev had succeeded in his enterprise he would have taken the financial strain off his country of producing the intercontinental ballistic missiles which will eventually I suppose bring America under complete cover, that would have been eased. He would, as Mr. Rusk has pointed out, have had the means of blackmail when he came to raise again the question of Berlin in the autumn, and he would, if he had succeeded, have made a strategic stroke both in the military and political senses, which would have re-established Russia, without question, as the leader of the Communist International and, incidentally, struck new fear into the neutrals who were already afraid. Then again Mr. Rusk asked why did Mr. Khrushchev withdraw so precipitately. Well, he is in probably a better position to answer that than any of us, but our conclusion was that he did not wish to have his missiles seized. If there had been an invasion of Cuba, which he must have thought seemed likely, then American soldiers and Russian soldiers and para-military personnel would have been in direct conflict and he would have been in a position where it would have been extremely difficult to get out of a war with the United States which would have gone against his doctrine which is that world war is not a legitimate instrument of policy. And Cuba, after all, in the end of the day, was of marginal importance to Mr. Khrushchev; but whether those speculations and that analysis are right or not, I am quite sure we ought to try to study the lessons of Cuba to see how far they apply to the other possible crises with which we, in this Alliance, may be faced.



Lord HOME (Contd.)

Now I would like, if I may, to join with my colleague in appreciation to the American Government of the firm and flexible way in which they handled this Cuba crisis, which has enabled us to take a better view of the prospects for the future in our Council meetings than we have been able to do for many a day; but the question which is posed after this enforced retreat of Mr. Khrushchev, and I agree with Herr Schröder that it was nothing less than that, whether there is in Russia a change of mood and therefore a change of policy which we can anticipate and of which we can take advantage, realising that unless there is to be a world war we must learn to live with the Communists and they with us. Is it possible, therefore, to achieve a co-existence with Russia which is rather more constructive than it has been over the last two years? I think one can give some answers in the post-Cuba situation with reasonable assurance. The first is that Mr. Khrushchev must surely want a pause before he tries another trial of strength with the West and I would think he would want a pause for this reason, that his purpose must be to make his own deterrent more credible than it was in the Cuba situation and, if only for that reason, I feel he will not want a direct challenge to the West again. Now, the second conclusion depends on his assessment of whether the Russian economy can stand the strain of the financial outlay which is necessary to equip Russia with the nuclear long-range missiles, which are necessary if the United States is to be completely covered by the Russian nuclear weapons, and at the same time to meet the needs of his own people for improved standards of living. Now I think it is quite possible that this is the great debate, if the Communists do debate at all in the way that we do in our democratic cabinets, this is the great debate in Moscow at the present time and a debate which is probably now unresolved. But on the evidence before us, as far as we have been able to assess it ourselves, the heavy increases in the Russian defence budget which have lately been confirmed, the care with which at Geneva and in London and in Ottawa following the Roberts-Khrushchev conversation, Mr. Khrushchev has made certain that we understand that no great initiative is coming from Russia, either on the question of disarmament or on Berlin, taking into account the inability of a dictator to lose face and the impression which speaker after speaker in Russia lately has been confirmed to make, that they wish to damp down any impression that they are willing to make great concessions, I would feel that much the most probable thing that we have to face in the future is not a détente launched by Russia but a lull, in which Russia will try and build up her strength, and in particular give credibility to her own deterrent. Now, even if this conclusion is wrong, an initiative by the West at the moment would, on all the advice that we have and this is particularly so of our advice from Moscow, not be particularly welcome to Mr. Khrushchev. If it came now, when he is trying to recover from what is undoubtedly a severe setback, our advice is that he would not be able to respond without seeming, either to his own people or to the Chinese people, to make another surrender on the top of his surrender in the case of Cuba, and this being our

Lord LOVELL (Contd.)

advice, I think we must, for the time being, take notice of it. But the question is whether this means that we are in East/West relations condemned to an almost total immobility. I think that is the anxiety that Mr. Spaak himself was expressing. We are apt to say to ourselves, when the Russians are in a comparatively good mood, that there is no need for the West to take an initiative and then, when the Russians become more militant, it is undesirable to take an initiative under a threat, and that is apt to create a condition in which no one moves at all and therefore have we got to envisage a period ahead in which we can make no openings on any subject whatever?

I share the anxiety of Mr. Spaak in this respect, although, as I said, I do not think there is any initiative we can take just now, but I would be reluctant to accept a complete impasse, and I do hope therefore that we can keep contacts open with the Russians and contrive openings here and there which may lead to agreement. I will give one example of what I have in mind. If we calculate, and I believe that this is the calculation of the military experts, that, within their present budget expenditure, Russia will produce enough long-range missiles in say three or four years' time to cover the United States and will acquire an effective second strike, then, it could be, in the interval between now and then, that we should pursue with more vigour and flexibility, perhaps to the point of minimum risk, that section of disarmament measures which deals with the matters mentioned in particular by Mr. Green - anti-surprise attack, the test ban, the non-dissemination of nuclear weapons and, perhaps, a first stage of physical disarmament including a larger nuclear element.

I think we should give serious study to all these matters with a view to seeing whether it is possible for us to make any advance towards the Russians, any more advance than we have been able to suggest up to now. Mr. Rusk made, and others of my colleagues have made, brief references to Berlin. I doubt if the Cuba situation, and I think Mr. Schröder himself said this, if the Cuba situation and the Berlin situation can be equated. Cuba was of vital importance to the United States and of marginal importance to Russia. Berlin is a major problem for both, although I would agree with the Dutch Foreign Minister that Berlin is only, for the Russians, a means to a further end and not an end in itself.

Lord HOME (Contd)

At present, I don't think that there is any new initiative that we can take over Berlin, but as the Italian Foreign Minister mentioned the Roberts-Khrushchev conversation, I would like to say one word about that.

Mr. Khrushchev, in that conversation, seemed to suggest that allied troops could remain in Berlin, without the addition of any neutral troops, under what he called the United Nations flag, although he did not define that. Now, I asked Sir Frank Roberts whether, in any circumstances, he could have been mistaken in his interpretation of what Mr. Khrushchev said. He said, in no circumstances could that be so, he had taken the most meticulous account of what Mr. Khrushchev said. I therefore thought it was worth elucidating this a little further and sent for the Russian Ambassador in London, and asked him to enquire of Mr. Khrushchev exactly what he had meant and, of course, I got back the same answer as was given to the Canadians and, I think, to the United States Ambassador in Moscow, that what he had meant was that the allied troops should be under the control of and command of the United Nations for a temporary period and that, after that, the Headquarters of the United Nations should be transferred to Berlin.

Well, a solution of that kind is unacceptable and there is clearly nothing doing. But I don't think that I really agree with Mr. Spaak, that the process of probe is necessarily played out. I hope that we shall keep the contacts with the Russians through the United States Government that Mr. Rusk has been able to establish with Mr. Dobrynin, or that they shall be kept in some other way which is agreeable to this Alliance and to the American Government, because I think the time may come when Mr. Khrushchev may revert to these ideas again and when we might be able to come to a modus vivendi. It is possible that Mr. Khrushchev is finding Berlin rather too hot a potato to hold and he may decide to drop his present attitudes in favour of a modus vivendi. If so, we must be ready and that is why I thought, again, that many of my colleagues were wise to say - and the Dutch Foreign Minister again reminded us - that there are various proposals that we have put forward - proposals concerning the reunification of Germany, proposals concerning an all Berlin solution, proposals concerning a modus vivendi including the internationalisation of the access authority - which ought to be brought up to date and which we ought to have ready and upon which we ought to be agreed in case the Russians should make an approach to us. There must be only one test of a settlement or a modus vivendi on Berlin, and that is it must give to the city as good or better prospect for the future than it has under the present arrangements.

Lord HOME (contd.)

At the last Council Meeting in Athens, I drew the attention of the Council to two weaknesses in the Russian position - the state of their economy, particularly the agricultural section of it which spread right through the satellite countries of Eastern Europe with the possible exception of Poland, and the disarray within the Communist system of alliances, particularly the Russian quarrel with China and the discontent that there is in Eastern Europe.

Now, I have no doubt that the near bankruptcy of the economy of these countries, particularly Eastern Germany, Bulgaria and Rumania - bankruptcy not only of their economic life but really of their social life - is of constant and acute concern to Mr. Khrushchev. It seems to me that the plight of the satellites is something, and gives us an opening which we could exploit with intelligence. I am glad that we have agreed a paper on this subject. I think it is a good example of the fruits of political consultation.

We do not want to promote disorder and revolution in Eastern Europe, but we do want to stymie Russia's purpose, which is to make those countries helpless to express themselves with any individuality at all and at present it is really only Poland which has managed to deviate in any respect and to retain any individuality. But I think we have an immense advantage. It must be becoming apparent to everybody, and particularly to the satellites, that all the attractions - cultural and economic and political - pull towards the West. If I may say so, I think that the West German Government's handling of the question of credits to East Germany and trade with East Germany is very wise and very well calculated to pay a big political dividend to the West and it is these kinds of measures which we ought to study. Therefore, I hope we shall all give careful attention to this paper which we have agreed and try, without causing revolution or uprising, to take measures which will weaken Russia's hold upon her occupied colonies in Eastern Europe.

I have left to the end the event which I believe will have the most profound effect on the political alignments in the world. If the Council wishes, I will say more about it tomorrow, but I am referring, of course, to the Chinese attack upon India, the main purpose of which, I have no doubt at all, was to humiliate India in the eyes of the other Asian countries. That is a most serious thing, which has happened and is already, I am afraid, paying some dividends to the Chinese. Nevertheless the attack upon China, looked at from another point of view, has wrecked the image of the Communists as champions of peace. The barely veiled hostility of the Chinese to Russia must be of deep concern to Mr. Khrushchev and I think it is quite possible that it may lead to a complete re-orientation of Russian policy.

Lord HOME (contd)

As one other speaker just now pointed out, the Communist parties of the world are in complete confusion and the fact that the Chinese should have selected Mr. Nehru and India, the leading unaligned country, for their attack, has really completely cut away the ground from under the feet of the neutrals.

It is perfectly clear, I am afraid, that Kashmir is a serious weakness to the defence of the sub-continent, but against that, 400 million Asians have woken out of their torpor and out of their neutrality and, even if India remains officially unaligned - and there is a good deal to be said for that - nevertheless, they are, from now on and for always, committed to the Western world. I therefore, wonder if the result of all this is not that Russia now may not be asking herself what attractions for Russia lie in looking toward the East, and if Mr. Khrushchev is asking himself that question, he will get a very bleak answer. And again, if you consider the situation of Russia over the next generation or so, all the pulls would seem to be towards the West. It is this factor, the Chinese attack upon India on top of the Cuba situation - but above all the Chinese attack upon India - it is this factor, which I think might well turn the lull, after a time, into a détente. Now it may be too optimistic, I would think, to feel that we shall wake up one morning, if we do nothing, and find the détente is with us; we must be vigilant, but we must also be alert to seize the opportunities if Russia looks our way. But I must say that I agree with the colleagues who have spoken, that I feel a good deal better than I did in this Council a year ago. We must look at our Alliance to see if we are equipped, following the Cuban lessons, in the way that we should be to meet every crisis. But there is no doubt that the Russians are now reacting to us rather than we to them and that is something which we can mark down as being a favourable turn to this Alliance. It was the Russians who sought in Cuba to change the balance of power. In fact, I think that it is the Chinese attack upon India and the abortive Russian expedition into Cuba that has brought many of the neutral nations on to the side of the West and therefore the shift in the balance of power may have been imperceptibly slow, but I think in the long run, shifted our way. And so, if we look to our Alliance and bring ourselves really up to date, keeping in mind the lessons of the Cuba situation, I would say once more that I think Mr. Spaak is right and others are right when they take an attitude of cautious optimism, but I do plead that we keep contact with the Russians because it may be that in the shorter, rather than the longer run, Russia may begin to look towards the West for the first time.

M. AVEROFF-TOSSIZZA

M. le Président, avant de faire une intervention qui, je l'espère, sera brève, je voudrais rendre hommage à l'oeuvre qu'a accomplie, au sein de l'OTAN, le Général Norstad. Indépendamment de la profonde estime qu'ont pour lui le Gouvernement et les forces armées helléniques, il a été au sein de l'OTAN un "inspiring leader" et je crois pouvoir dire même qu'il a posé des bases pour l'avenir.

Nous sommes heureux qu'un Général d'aussi haute compétence que le Général Lemnitzer soit bientôt placé à la tête du SHAPE, car son nom et sa carrière offrent de précieuses garanties.

Je voudrais aussi m'unir à ceux qui ont exprimé leur joie du rétablissement de la santé de notre Secrétaire Général qui, par un travail assidu, efficace et plein de tact, a su gagner toute notre estime et notre sympathie.

Je ne me propose pas de faire une intervention de nature générale ; les discours qui ont été prononcés ici ce matin et cet après-midi ont couvert plusieurs questions qui nous intéressent à l'heure qu'il est, et une telle intervention de ma part serait superflue.

Je voudrais en premier lieu, formuler quelques remarques sur la grande question qui nous a occupés, et gravement préoccupés durant ces derniers mois : la crise de Cuba.

La première remarque est que le cas de Cuba illustre l'importance du front intérieur. S'il n'y avait pas Castro à Cuba, il n'y aurait pas de fusées nucléaires soviétiques dans l'île. Le cas de Cuba vient de prouver que lorsqu'un pays succombe à la subversion communiste, il constitue un danger militaire potentiel venant s'ajouter à ceux, réels et immédiats, qui affrontent le monde libre. L'importance du front intérieur a été une fois de plus mise en relief d'une manière qui a risqué d'être tragique.

Ma seconde remarque est que si Moscou a reculé à Cuba - ce qui est exact - il ne faut pas oublier qu'avant de reculer, Moscou avait avancé, et que cette avance pour le moins que l'on puisse dire, procédait d'une audace et d'une témérité exceptionnelles. La retraite de Moscou ne s'est pas effectuée sur un terrain acquis, mais sur un terrain nouvellement conquis, et même sur ce terrain, l'URSS n'a pas reculé sur toute la ligne ; elle conserve encore dans l'île un facteur politique qui lui est favorable. Ces deux mouvements ne peuvent et ne doivent pas être jugés séparément. Moscou a osé avancer - par la suite elle a osé reculer - cela prouve que l'adversaire est puissant et dangereux, et qu'il a la possibilité de changer de tactique d'un jour à l'autre. Plus dangereux par conséquent qu'on ne le pensait peut-être avant la crise de Cuba.

M. AVEROFF-TOSSIZZA (Suite)

Ce sujet m'amène à une troisième remarque. Nous avons tous vu comment M. Khrouchtchev, ces dernières années, a bouleversé la doctrine et la tactique léniniste et stalinienne. Il a proclamé que la guerre n'était pas inévitable, il est entré en contact direct, et même personnel avec l'Ouest, ce qui était impensable, il a suscité des discussions au sein même de la Sainte Famille communiste, il a réalisé des réformes internes, et il a lancé une campagne d'anti-stalinisme, ce qui était également impensable.

Or, c'est sous cette ère de coexistence et d'évolution, c'est sous ce même chef qu'un acte très stalinien a eu lieu. C'est sous ce même chef qu'une installation d'armes très dangereuses, d'armes mortelles, a été établie secrètement dans un pays lointain.

Cela est une preuve pratique et tangible que le but reste le même quand la tactique varie, et que même sous le chef le plus malléable, le danger de guerre existe. Je dis de guerre, car je reconnais que si en pensée, comme cela a été dit avec beaucoup de précision, M. Khrouchtchev est prêt à tout acte, sauf à la guerre, qui donc peut être assuré que s'il avait fini ses installations à Cuba, et si les Etats-Unis pouvaient encore refuser d'accepter cela, ce n'aurait pas été la guerre le lendemain ?

Or, j'en tire la conclusion que la vigilance s'impose, l'unité de l'Alliance s'impose, et que ce fait, qui pour moi est très caractéristique et très révélateur pour les naïfs, le fait que l'homme de la détente a commis un acte de grande agression, qu'il a préparé l'agression, je crois que ce fait doit être utilisé par l'"orientamento psicologico" dont a parlé mon respecté collègue italien, cette "orientamento psicologico" que nous avons beaucoup délaissés.

Ma quatrième remarque sera peut-être un peu paradoxale. Elle concerne les rapports de l'affaire de Cuba avec le désarmement. Je crois que c'est la première fois que les dirigeants soviétiques ont cru à la détermination des Etats-Unis de risquer le tout pour le tout. Je crois que c'est la première fois qu'ils se sont dit que cette détermination n'est pas seulement un facteur de force d'âme, mais aussi un facteur de force matérielle. C'est peut-être la première fois que nous avons un léger espoir d'obtenir quelques résultats tangibles dans le désarmement. Puisqu'aujourd'hui nous l'avons dit plusieurs fois : le désarmement est une arme et tout cela était dû au fait que les Soviétiques ne croyaient pas que nous étions résolus, doutaient que nous étions beaucoup plus forts et espéraient qu'ils nous auraient trompés. Cette fois-ci, c'est la première fois que par des actes, non par des mots, ils ont vu que la décision y était, et que la force y était.

M. AVEROFF-TOSSIZZA (Suite)

J'ose, sans beaucoup de courage, mais j'ose saluer un tout petit espoir que cela pourra permettre d'obtenir quelques résultats concrets pour le désarmement. Parlant du désarmement, je choisis l'occasion pour ouvrir une parenthèse et dire que j'accepte ce que certains de mes collègues ont dit sur le désarmement qui devrait entrer dans des cadres mondiaux, dans des cadres plus vastes. Comme l'a dit mon ami, M. Erkin, je n'accepte pas que les zones proposées en Europe puissent être une garantie de désarmement. J'accepte que ces zones puissent être utiles lorsqu'elles concernent des continents entiers, tels l'Amérique latine, tels l'Afrique. J'accepte que le plan d'Ottawa soit un plan qui semble très réaliste et je crois qu'il devrait être étudié au plus vite, dans tous les détails.

Ma cinquième remarque au sujet de la crise de Cuba concerne les armes classiques. Je crois que la crise de Cuba a démontré encore une fois et a mis en relief l'utilité des armes classiques. C'est étrange, mais je crois qu'il en est ainsi. N'oublions pas tout d'abord que si Cuba devait être occupée par nos alliés américains, et si les bases devaient être détruites au moins dans une première phase assez longue, ceci devait être fait par des armes classiques.

N'oublions pas non plus que la tactique soviétique a la possibilité de changer très vite, selon les circonstances, et peut frapper ici ou là ; n'oublions pas que si des répercussions devaient avoir lieu par suite d'une action à Cuba, il est probable, pour ne pas dire certain, que cette riposte aurait lieu au moyen d'armes classiques et porterait sur les points faibles de l'Alliance et peut-être pas uniquement sur eux.

Par conséquent, les jours angoissants que nous avons vécus pendant la dernière semaine d'octobre ont prouvé que nous devons tous disposer d'armes classiques en quantité suffisante, car on ne peut improviser un armement classique en quelques jours, en quelques semaines ou même en quelques mois.

Pour en finir avec l'affaire de Cuba, je voudrais dire quel réconfort a été pour nous, au dangereux carrefour où nous vivons, la manière ferme et calme, audacieuse et sage dont les Etats-Unis ont traité cette grave crise. Je dis sage, mais je tiens à souligner que cette sagesse s'est étendue même à la période d'après-crise, car ils n'ont pas eu le triomphe arrogant, ce qui est une tentation tout à fait humaine et tout à fait habituelle.

Ceci m'amène peut-être à faire une très brève remarque sur les consultations. Nous l'avons scutenu plusieurs fois : ce ne sont pas les avis sur les consultations qui sont nécessaires. J'aimerais bien moi-même être consulté par les Etats-Unis lorsqu'ils envisagent de faire quelque chose, mais je dois



M. AVEROFF-TOSSIZZA (Suite)

dire qu'il y a des cas où l'on est obligé d'agir vite et même d'agir très secrètement, et je dois dire que, dans ces cas, je préfère l'action sans consultation à la consultation sans action.

Je voudrais dire deux mots sur Berlin. Je n'entends pas faire une analyse de la question, je serais un profane et, dans tous les cas, pas très compétent ; mais je voudrais faire quelques remarques, étant donné que plusieurs personnes ont prévu, durant la crise de Cuba, une éventuelle répercussion sur l'affaire de Berlin. Je considère l'affaire de Berlin comme une affaire parmi les plus sérieuses, surtout à cause des conditions dans lesquelles elle se présente et de l'importance qu'elle a dans le monde entier.

Nous sommes là, et je ne veux pas m'attarder sur le fait que les Russes sont là parce que les armées alliées ont bien voulu attendre qu'ils y arrivent. Je ne veux pas m'arrêter à cela. Mais je m'arrête sur le fait que nous sommes là selon des droits contractuels, que nous sommes là pour sauvegarder la liberté ; qu'ils sont là et qu'ils ont fait des actes contraires à leurs droits, et des actes contre lesquels nous n'avons pas réagi.

Dans ces conditions, si l'on cédait à Berlin d'une manière qui ne respecterait ni le fond ni la forme, je crois que les répercussions en seraient désastreuses. Elles seraient désastreuses chez les neutres, elles seraient désastreuses dans nos pays.

Je me demande si des pays comme les nôtres qui se trouvent au carrefour et qui ont un esprit combattif - dans le sens combattif de la défense - auraient ce même esprit si l'on avait cédé à Berlin. J'ai dit il y a un instant que si l'on cédait sur la forme et sur le fond, cela ne veut pas dire que dans l'affaire de Berlin il nous faut observer un immobilisme parfait. Il peut ne pas y avoir d'immobilisme, à une condition toutefois qui couvre toutes les nécessités dont j'ai parlé pour les répercussions, et cette condition est un accord désintéressé. C'est surtout leur affaire. Nous sommes là pour garantir leur intérêt. C'est à eux de juger leur intérêt.

Monsieur le Président, avant de finir, je voudrais dire un seul mot sur la décision d'Athènes concernant l'économie grecque et turque. Je ne parlerai pas de la Grèce, car mon collègue sur la coordination économique aura l'occasion d'en parler demain lorsque le sujet sera discuté. Moi, en tant que Ministre des Affaires Etrangères, je voudrais dire, puisque l'affaire a été mentionnée ce matin, que nous avons tout particulièrement intérêt à avoir à nos côtés une Turquie saine et forte et que, étant sur place, nous voyons le sérieux effort que fait le Gouvernement turc pour rétablir une économie saine. Par conséquent, nous ne pouvons qu'être très heureux du succès qu'à eu l'effort pour le Consortium turc, et qu'a salué ce matin mon cher collègue M. Erkin.

Mr. LANGE

Mr. Chairman, it is with great diffidence that I intervene in this debate, especially after the brilliant analysis that we listened to a few moments ago from Lord Home, and I would like to take this opportunity of associating myself with his conclusions.

If I am hesitant, it is because the situation with which we are faced at the moment seems to be characterised by so many uncertainties. There is still uncertainty about the final liquidation of the Cuban situation. Thanks to the firm, flexible and moderate action of the United States President, the situation certainly is beyond the point of acute crisis, but we have no decisive evidence of the Soviet attitude, in the final analysis, with regard to their intention for the future with and in Cuba. There is secondly considerable uncertainty about how relations within the Communist world will be shaping up in the near future.

Something fundamental has happened. We are no more faced with a monolithic Soviet-Chinese bloc; but it is as yet, as I see it, very difficult to assess how fundamental the struggle between Russia and China is and how far it will be carried. One effect, which one may perhaps discount to some extent even at this moment, is that the conflict between the ideological conflict and maybe the political conflict between China and Russia might by and by give some at least relative and moderate freedom of manoeuvre to other Communist Governments and to Communist Parties in the Western World. It seems to me too early to evaluate with any finality what will be the internal consequences for the Communist World of the differences and what will be their effect on Russian relations with the West and with the rest of the world in general, or for that matter upon Chinese external relations. We do not even know whether they will be only beneficial, although I share the hope that they will, in the main, be beneficial to the West and that they will lead to a Russian rapprochement with the West, at least in the long run.

But we cannot close our eyes to the risk that the internal conflict in the bloc might put one of the two principal communist states in a situation in which it might be led to adopt even more aggressive policies than it is following at the present moment.

With regard to the Chinese-Indian conflict, we do not yet know what its wider effects will be. Will it lead to a measure of reorientation, not only as we see it evidenced in India, but in other parts of the non-committed and under-developed world? On the one hand, Indian prestige has suffered a heavy blow. On the other hand, the aggressiveness of Chinese communism has been demonstrated in a frightening way and we don't know as yet how these two events will work out.

Mr. LANGE (Contd.)

Then there is the Berlin situation which is another question mark. Because of the Russian need for what Lord Home called a "lull", it may seem that a Peace Treaty with the DDR is for the moment put off. The recent talks which have been accounted for here in the Permanent Council with the British Ambassador, with the Canadian Ambassador in Moscow and the talks of Secretary Rusk and of President Kennedy with the Russians in Washington, lead me to the conclusion that there has been so far no material change in the Russian position on the substance of the Berlin problem, though the timing has been strongly influenced by events.

And again on disarmament, the reports from Geneva from the last few weeks are on the whole rather discouraging, although the Russians do seem to demonstrate a willingness to keep negotiations going.

Now what conclusions is it possible to draw from these various uncertainties? To me the natural conclusion is that we should exert considerable caution just at this moment. I see little encouragement in the attitudes evinced on the other side, first to seek an early broad and formal diplomatic confrontation in the situation such as it is. But I hasten to add that I consider it particularly important that existing - and above all United States - contacts with the Russians be maintained over various issues, that we should carefully avoid, by word or action, closing any doors, and that we keep a vigilant eye on any possible opening from the other side which might permit any initiative on our side. While the present indications as to Soviet intentions may appear negative on the substance of major problems, like Berlin and disarmament, the Russians do not seem to want to force any of these problems to an early issue, nor to excite a general atmosphere of higher tension, nor to disrupt existing international machinery. In this context, I think we ought to register as a positive event the re-election of U Thant as Secretary General of the United Nations and the actual dropping by the Russians of their Troika plan during the term of his tenure, thereby giving up any idea of causing a deadlock in the United Nations. I think that is a factor of considerable importance.

It seems to me very probable that the Soviet Government at the moment finds itself in the midst of a difficult process of re-evaluation of its policies and of the general state of international relations. If this calls for caution and for reticence with regard to immediate initiatives, on the other hand I think it is of the utmost importance that we in NATO should use this period to prepare ourselves better politically and diplomatically so as to be ready to seize the opportunity at the very moment when it occurs.

Mr. LANGE (Contd)

No less energy should be put into political planning for constructive solutions to the various issues before us, than has been put into planning military or economic counter-measures to meet emergencies. It is of vital importance, as I see it, that we should put ourselves in a position to be able to act quickly and firmly not only in emergencies but that we should equally be able to take rapid and effective initiatives whenever the opportunity presents itself. And in that context I would also mention that whenever we discuss our defence effort, we should also keep in mind the possible political effects of whatever we do in the defence field on the readiness or willingness, preparedness, of the other side to enter into serious negotiation for the solution of problems that divide us. The exchanges during the acute phase of the Cuban situation - the exchanges between President Kennedy and Chairman Khrushchev - have raised expectations in our own public opinions and in the outside uncommitted world, but now we are heading for a period of negotiation with hopes of fruitful results. And I think we should keep those expectations in mind and, especially in writing the communiqué for this meeting, should be careful, while keeping this cautious attitude, not to give the impression of immobilism or negativism. And from that point of view I think the British amendment submitted to the draft communiqué prepared by the Secretariat, meets that consideration to a very great extent, and meets it better than the draft communiqué of the Secretariat, with all respects to the excellent work of that body. Thank you.

Mr. NOGUEIRA

Mr. Chairman, I want to join all those of my colleagues who have wished well to our Secretary General and rejoice in the fact that he will be able to be with us very soon. I also wish to pay my country's tribute to our retiring Commander-in-Chief, General Norstad, who has so greatly helped the work and the strength of this Alliance.

Very briefly, Mr. Chairman, I just wish to add a few remarks to those which have already been made today. I hope, Sir, that at a later stage, the Council may be given an opportunity to deal with some concrete problems in specific geographical areas.

For the moment, I shall confine myself to some general observations on the general political situation between East and West. The first point which I think should be stressed is the fact that, in recent months, tension in the world has not decreased and that we are confronted with new areas of friction and danger. These new areas of friction and danger have certainly not been created or provoked by the West. The conclusion, therefore, has to be that the Communists have not lost their aggressiveness, nor have they lost their power to expand, both ideologically and otherwise.

Mr. NOGUEIRA (Contd.)

Some in the West seem to believe that, within the Kremlin, a far-reaching revision or re-appraisal of Soviet foreign policy has been taking place for some time. Maybe this is true, and, insofar as we are concerned, we have no means of assessing the real situation. However, I do not believe that such a revision goes beyond methods, procedures and tactics in order better to deal with a particular situation. Basically, Communist policy and Communist aims seem to remain unchanged and that is why, as the report of the Committee of Experts on this subject points out, peaceful co-existence will remain the basis of their foreign policy.

Within the Western world, the suggestion is sometimes made to the effect that the policy of peaceful co-existence is now working against the Soviet Union and that, therefore, it is likely that they might abandon it. We fail to see how this school of thought is substantiated by events. After all, the policy of peaceful co-existence has brought the Soviet Union to the Caribbean Sea.

Peaceful co-existence, indeed, is a catchy slogan and it is also a device to lull the West into the belief, that after outstanding questions are settled through negotiations, tensions will be reduced and brought down to a bearable minimum. Peaceful co-existence, in the view of the Soviet Union, is merely a stage or a basis wherefrom the Soviet Union will start further attacks and further encroachments within the Western World.

In other words, Mr. Chairman, we think that we should be prepared for a continuous confrontation between the Soviet Union and the West, sometimes in the most unexpected places and this as a result of the fact that the Soviet Bloc is attacking and is having most of the initiative practically everywhere, at the time and place of its own choice, whereas the West is trying to counter Soviet moves, not knowing in advance where the next move is going to take place. In this context, I was pleased to hear Secretary Rusk this morning tell us that the Soviet threat is world wide, that it is of a global nature, thereby affecting areas which will not come within the purview of our treaty obligations. The question of Cuba, and the crisis which the West has been and still is faced with, provides us with a good illustration of Soviet tactics and methods. We have heard a clear and informative statement by the Secretary of State, and I am sure all of us are grateful for it. However, I do not know whether I am in full agreement with Mr. Rusk on the analysis and estimation of the Cuban crisis and of the Soviet motives and intentions. I certainly agree - and I wish to make it clear - that the Soviet moves in Cuba and the installation of offensive weapons therein were real and serious threats to the security of the United States and to the security of the western hemisphere, which the United States could not tolerate.

Mr. NOGUEIRA (Contd.)

I certainly would also agree with the need, for the United States, to take drastic and appropriate measures to remove such a threat. I am not sure, however, that the danger has been removed and it does not seem likely that it will be removed at an early date. In the context of the Latin American situation, we should, I submit, be ready to consider whether the presence of a firmly entrenched Communist regime in Cuba is not more dangerous in the long run to the security of the hemisphere than the increase in striking power that accrued to the Soviet Union from the installation of missiles in Cuba. The strategical questions involved are complex and would need to be thoroughly debated before a satisfactory answer could be given. Although a lay man in military matters, I cannot refrain from noting that the military asset presented by missiles in Cuba would in all probability only have been utilised by the Soviet Union in case of a general war, whereas the presence of a Communist regime in Cuba can hardly be prevented from giving constant moral and material aid to the forces of subversion in Latin America in time of peace. It is, to say the least, an open question as to which of these two assets the Soviet Union would prefer to keep if she was obliged to abandon one or the other, but was left quite free to choose between them. This, I would suggest, Mr. Chairman, places the Cuban crisis in a different perspective from that in which public opinion in many of our countries tends to see it. In my view - and I regret to have to say it - it was not such a clear cut defeat for the Soviet Union or a clear cut victory for the West as one might be tempted to think. The tempo of the decisions to remove offensive weapons from the island, the smoothness with which the decisions were carried out, the care taken to eliminate any justification for offensive action by the United States, all these indicate, as we see it, that the Soviet Government was prepared for various eventualities, including an American refusal to tolerate the presence of the weapons. Whereas the Soviets evidently thought they might possibly succeed in keeping the weapons in Cuba, it would be unrealistic, in our view, to suppose that they imagined that their installation would pass unnoticed or to suggest that it was carried out in greater secrecy than normally surrounds such military deployment.

I would not suggest that our Governments are not aware of all this, but I venture to submit that public opinion should be encouraged to look less at the Soviet backdown and more at what would seem to be a useful lesson to be drawn from this crisis and its more remote origin in Fidel Castro's rise to power. The lesson is that the Soviet Union is quick to exploit any occasion of securing a foothold, that these footholds may turn out to be extremely dangerous and that, as long as the present difficulties and the instability of Latin America persist, the West would do well to trust those Latin American statesmen whose pro-Western sympathies in the global conflict are beyond question.

Mr. HOGUEIRA (Contd.)

It should be chary of supporting leaders with doubtful credentials merely because they are thought to offer the hope that necessary reforms will be carried out.

Like all the allies, Mr. Chairman, I am pleased to say, we understood the firmness with which the United States Government insisted on removal of the missiles. Nothing that I have said on the relative merits for Russia of having in Cuba a base for missiles or merely an ideological base alters the fact that the United States was indeed faced by an extremely serious situation to which it was entitled to react and this the United States did with success.

Within these walls, however, and among friends and allies with whom we should speak frankly, I would not be sincere if I did not voice a certain concern we felt at the possible repercussions of the resort to a quarantine or blockade.

The use of a weapon of this kind in peacetime, and for which a legal basis is not apparent, in order to solve a local political conflict, although with wide repercussions, has, in our view, dangerous implications.

Nations who depend on sea communications for their existence cannot be indifferent to the possibility that, at some time in the future, these weapons might be used against them under the pretext of a potential threat which, in the case of Cuba and United States, did exist, but which may only be an excuse in other cases. The precedent created in the Cuba crisis might turn out to be a dangerous one, when less responsible nations have the means to employ such a weapon.

A second point I would like to make is this. It would not be easy to maintain that Cuba had violated any provisions of the United Nations Charter as such. On the other hand, it lies outside the NATO area. In the circumstances, therefore, the legal framework for support of the United States by its allies was weak and yet this support was given, and rightly so, and the United States Government itself has acknowledged that allied solidarity was an important factor in the outcome of the crisis.

We see then that there is an over-riding solidarity of the West to which appeal must be made if the challenge confronting us is to be successfully faced. But, just as this solidarity - and quite rightly so - transcends legal instruments, it must also be applied globally and consistently, for the challenge is undoubtedly global as it has been exercised here and we cannot expect the Communist Powers to lose the opportunity of turning to their advantage any gaps we may leave in our solidarity. I am not sure, Mr Chairman, that, under the present form and with its present spirit, the Atlantic Alliance is in a position, as it should be, to meet such crises or other similar crises elsewhere.

Mr. NOGUEIRA (Contd.)

I think this is of paramount importance and unless we adapt and equip ourselves politically and otherwise to face the global threat of the Soviet Union, which has been stressed, there is reason for concern and anxiety and the areas of Soviet ideological expansion may increase in number and in importance thereby weakening the Western World, gradually limiting its defensive capability and shrinking its political and strategic frontiers. Thank you, Mr. Chairman.

M. COUVE de MURVILLE

Monsieur le Président, pour l'orateur qui parle en dernier, au cours de cette réunion il y a évidemment peu de choses à dire car tous ceux qui l'ont précédé ont procédé à une analyse très complète de la situation internationale telle qu'elle se présente à l'heure actuelle, et chacun à leur tour, suivant leur tempérament, suivant leurs traditions, suivant leurs intérêts nationaux, ont cherché à tirer les conclusions des événements très importants qui se sont passés au cours de ces derniers mois.

Je vais donc, si vous le permettez, Monsieur le Président, me borner pour ma part aussi, à faire quelques remarques d'ordre général sur ce qui peut, du point de vue du gouvernement français, être tiré comme conclusion des événements dont je parlais.

Il y a une chose, je crois, qui domine toute cette discussion, sans conteste et de manière en quelque sorte unanime, c'est l'extraordinaire différence qui existe entre la situation lors de la présente session de l'Organisation Atlantique, et la situation qui prévalait lors de la précédente en décembre 1961.

Chacun d'entre nous se rappelle les discussions longues, passionnées, et qui véritablement apparaissent aujourd'hui peut-être un peu vaines, sur ce qu'il y avait lieu de faire, face à la situation à laquelle, à l'époque, nous étions confrontés. Tout cela paraît un peu surprenant quand on cherche à se le rappeler, tellement les choses ont, je crois, changé, et, me semble-t-il, pour une raison très simple et très évidente: c'est que ce qui s'est passé au cours de ces derniers mois et dont tout le monde a parlé, nous a en quelque sorte ramenés dans la réalité; une réalité qui d'ailleurs n'est pas forcément plaisante pour ceux d'entre nous - et c'est je pense, tout le monde ici - qui nourrissent un certain idéal en matière de relations internationales. Mais une réalité qu'il faut tout de même constater, ne fût-ce que pour en tirer des enseignements, et c'est une réalité qui est dominée par un grand fait, à savoir que tout, en définitive, lorsqu'il s'agit de ce qui est important, dépend du rapport des forces.



M. COUVE de MURVILLE (Suite)

Cela est, dans beaucoup de circonstances de la vie internationale de tous les jours, en quelque sorte dissimulé par toute espèce de diplomatie ou de procédure, soit dans les relations bilatérales, soit dans les relations multilatérales et dans les Organisations internationales, mais cela apparaît d'une manière tout à fait éclatante lorsque, comme cela s'est passé récemment, ce sont les grandes puissances qui sont directement confrontées.

En disant cela, je pense naturellement à ce qui s'est passé autour de Cuba, et je pense aussi à ce qui s'est passé et se passe encore entre la Chine et l'Inde. La crise de Cuba était évidemment très différente de la crise de Berlin, laquelle était beaucoup plus, si je puis dire, beaucoup plus diffuse, beaucoup plus compliquée, et mettait en cause un très grand nombre de pays. Ici, à Cuba ou autour de Cuba, c'était l'affrontement direct entre les deux grandes puissances militaires de ce monde, c'est-à-dire les Etats-Unis et la Russie soviétique; un affrontement qui était né à la suite de ce que l'on peut qualifier, je crois, d'une imprudence ou d'une erreur de calcul de l'une de ces puissances. L'autre qui s'estimait, je pense à juste titre, directement menacée a réagi immédiatement de la manière qui convenait, c'est-à-dire nationalement, et elle l'a fait de la façon la plus énergique, en prenant immédiatement des dispositions militaires et en posant à la partie adverse ses conditions. La réponse de la partie adverse a été immédiate et la Russie a très rapidement donné aux Etats-Unis les satisfactions que ceux-ci lui avaient demandées. Elle l'a fait manifestement parce qu'elle a compris son imprudence ou son erreur de calcul et que, très certainement, elle ne désirait pas aller à la guerre ou courir le risque de la guerre et quand je dis la guerre, cela veut dire naturellement la guerre atomique. Cela justifie certainement, je crois qu'il faut le dire en passant, ce que du côté de nos alliés américains on nous dit depuis un certain temps, plus précisément depuis notre réunion d'Athènes, sur la très grande supériorité actuelle en matière de moyens atomiques des Etats-Unis par rapport à l'Union soviétique.

J'ajoute, après beaucoup de nos collègues, que dans cette crise, nous, c'est-à-dire les autres pays membres de l'Alliance Atlantique, nous nous sommes sentis dans ces circonstances immédiatement solidaires des Etats-Unis, et que nous avons approuvé leur action avant même que le succès couronne cette action. Nous avons le sentiment naturel et justifié que, dans cette affaire, si elle avait tourné d'une autre manière, nous aurions été en quelque sorte automatiquement mis en cause de la même manière que les Etats-Unis eux-mêmes. C'est évidemment ce qui était à la base du sentiment de solidarité qui nous animait très justement dans ces circonstances difficiles.

M. COUVE de MURVILLE (Suite)

En même temps que cette crise entre la Russie et les Etats-Unis, s'est développée presque au même moment la partie la plus aiguë de la crise déjà ancienne qui existait entre la Chine et la Russie dans des conditions qui naturellement sont très différentes, mais qui ont un rapport. En effet, il s'agissait dans le cas de la Chine, comme dans le cas de la Russie, d'une action de caractère nettement agressif, je dirai même, de caractère assez cynique. Pourquoi ces événements se sont-ils produits à la frontière de la Chine et de l'Inde ? On épiloguera sans doute pendant très longtemps à ce sujet, et cela importe peut-être moins que les conséquences qui vont en résulter maintenant et pour longtemps. Il y avait certainement à la base, je crois que c'est difficile à nier, un problème de frontière; il y avait aussi, et je pense que c'est plus important encore, le désir de la Chine de s'affirmer comme une puissance majeure, comme la puissance majeure en Asie, de chercher, comme le disait Lord Home tout à l'heure, à humilier l'Inde et de faire comprendre à tous les autres pays asiatiques qu'il fallait dorénavant compter avec elle. Il y avait certainement aussi, et j'en viens par là au troisième événement majeur de l'époque récente, un lien entre cette affaire et la crise qui existe depuis longtemps et qui s'est développée maintenant d'une manière aiguë entre la Chine et la Russie. C'est le troisième phénomène d'importance majeure susceptible de mettre en cause dans l'avenir soit proche, soit probablement plutôt lointain, l'équilibre des forces ou le rapport des forces dans le monde, mais qui pèsera aussi très lourdement sur ce qui va se passer dans le proche avenir.

C'est dans ces conditions, Monsieur le Président, que la situation se présente à nous à l'heure actuelle. D'une part des rapports entre la Russie et les Etats-Unis, c'est-à-dire entre la Russie et l'Occident qui ont pris, par rapport à l'année dernière, une tournure assez différente, et qui comme je le disais au commencement, nous ont dans une large mesure ramenés dans la réalité, d'autre part une Chine qui apparaît comme une grande puissance expansionniste et nationaliste en Asie, et puis encore ce mystérieux conflit entre les deux grandes puissances que sont la Chine et la Russie, et qui certainement sera très important pour la suite des événements. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer pour ce qui concerne, je dirais puisque je parle pour la France, pour ce qui concerne l'Europe, et plus généralement pour ce qui concerne l'organisation atlantique ?

La première conclusion, je crois, est celle que le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis nous a dite ce matin dans son exposé, et qui me paraît être de simple bon sens, c'est qu'il faut d'abord que les Etats-Unis achèvent de régler, si cela est possible, l'affaire de Cuba. M. Rusk nous a dit qu'elle n'était pas terminée - cela est évident - et je crois pouvoir ajouter que, même si un certain nombre de questions étaient formellement réglées avec l'Union Soviétique, il resterait encore le régime présent qui est établi à Cuba et tout ce qui en résulte pour ce qui concerne la situation en Amérique Latine. Chacun de nous sait à quel point cela est important pour tous nos pays. C'est là une première conclusion.

M. COUVE de MURVILLE (Suite)

La seconde, me semble-t-il, dans l'état où nous sommes, c'est-à-dire à peine sortis d'une crise; au milieu d'une autre et au début de développements dont nous ne pouvons pas encore mesurer la portée, la seconde conclusion est qu'il ne faut pas se précipiter pour conclure. En ce qui nous concerne directement dans l'Alliance Atlantique, c'est-à-dire pour ce qui est de nos rapports avec l'Union Soviétique et ses alliés tout dépend naturellement de l'orientation que va prendre maintenant, après cette dure épreuve, la politique de la Russie. Admettons franchement que nous ne savons rien à ce sujet, et qu'il serait imprudent de notre part, et même présomptueux, de spéculer à cet égard. Peut-être se dessinera-t-il dans l'avenir proche ou lointain un changement dans la manière d'aborder les problèmes, et ce disant je pense, par exemple, au problème de Berlin. Peut-être déjà, à l'heure actuelle, une certaine sourdine est-elle mise du côté de la Russie en ce qui concerne la façon dont on traite ce problème ou d'autres. En même temps que le dernier discours de M. Khrouchtchev nous le montre, il apparaît maintenant que la crise Sino-Russe est officiellement reconnue, mais enfin nous n'en savons pas beaucoup plus pour cela. Normalement, par conséquent, et sous réserve de ce que j'ai dit en ce qui concerne la crise de Cuba, tout ce que nous pouvons faire pour le moment en restant dans l'expectative, c'est attendre le développement des choses et voir si, encore une fois, prochainement ou un peu plus tard, il apparaîtra du côté Russe des possibilités de détente qui permettraient d'engager la conversation - si je puis dire - et peut-être ensuite de parvenir à normaliser les rapports. Mais encore une fois, c'est avec précaution je crois, qu'il faut pour le moment envisager ces perspectives. Rien ne nous presse. Restons dans l'expectative, et nous verrons ce qui se passera.

Le temps passe vite, mes collègues peuvent constater que, par rapport à il y a un an, les choses sont très différentes aujourd'hui.

En terminant, peut-être pourrai-je suggérer que lorsque nous nous réunirons l'année prochaine, en décembre, d'autres très grands changements, j'espère dans le bon sens que j'ai dit, c'est-à-dire dans le sens de la détente, seront intervenus, et nous permettront de reconsidérer notre politique.

Mr. RUSK

Mr. Chairman, I would appreciate just a moment to express my gratitude to our colleague Mr. Nogueira, as well as to Mr. Couve de Murville, for pointing to an element of the Cuban question to which I had made only a brief allusion this morning, because in fact the Castro régime - what is left after the missiles go home - is the great preoccupation of the people of the western hemisphere, including people of the United States. And I would not wish myself to leave any impression that we feel that the departure of the offensive weapons brings the Cuban issue to an end, because the members of the western hemisphere have long since made it very clear that they consider that the presence of this kind of régime in the western hemisphere is a threat to the peace and security of that hemisphere.

Mr. RUSK (Contd)

Président Kennedy said about a year and a half ago that there are only two points with respect to Cuba which are not negotiable ; the one is the military-political connection between Cuba and the Soviet Union, and the other is the interference by Cuba in the affairs of other states in the hemisphere. This concept is written into the whole structure of the inter-American system.

I won't at the moment undertake to present at least our legal brief to our colleague Mr. Nogueira, but we do feel that the action taken is solidly rooted in the Rio Treaty. We believe that is consistent with general international law, but in any event, as far as security matters are concerned, we in the western hemisphere look upon that as the law of the western hemisphere with respect to security.

Perhaps you would think I would be pressing the point unduly if I were to remind you that Cuba has not denounced that Treaty, nor withdrawn from it. It has not taken any step to relieve itself of the obligations of those Treaties. Since unanimously the other members of the hemisphere have acted with respect to this matter, I would draw the legal conclusion that the over-flights of Cuba are an obligation upon Cuba under the Treaty.

M. COLONNA

Eh bien, Messieurs, je crois que la discussion sur la première partie du premier point de l'Ordre du Jour est terminée. Je voudrais rendre hommage à Lord Home, et à la suggestion qu'il vous a faite ce matin et que vous avez tous suivie, Messieurs les Ministres, d'essayer de concentrer vos exposés à ce point de l'Ordre du Jour, ce qui nous a permis en effet d'avoir un débat ordonné, et surtout si je peux me permettre de le dire, très profitable. Vous me permettrez de ne pas conclure ce soir, et je pense qu'une seule conclusion du débat politique est suffisante. Je la ferai en des termes aussi brefs que possible demain soir, à la fin de notre deuxième après-midi politique. Il ne me reste qu'à vous demander s'il vous conviendrait de vous réunir à dix heures, demain matin, pour entamer le Point II de l'Ordre du Jour - Questions militaires ? Le Conseil se réunira donc demain à dix heures, dans la Grande Salle du Conseil.

La séance est levée.